T\

tremplin le mag

N° 51 - NOVEMBRE 2025



LES TREMPLINS



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

Editorial

Les massacres commis au Soudan par les Forces de soutien rapide (FSR) ces dernières semaines, commencent à faire sortir de l'ombre ce conflit qui a pourtant débuté il y a plus de deux ans. Si la guerre au Soudan est aujourd'hui l'une des plus graves crises humanitaires et politiques du monde, elle demeure l'une des moins couvertes par les médias occidentaux, situation face à laquelle Tremplin le Mag tente de remédier à son échelle.

Mais ce numéro de novembre 2025 est également l'occasion de mettre en avant des initiatives en faveur de la paix. L'opposante vénézuélienne, María Corina Machado, s'est en effet vu remettre le prix Nobel de la paix pour son combat au nom de la liberté, de la justice et de la démocratie. De la même manière, s'est tenu dans les derniers jours d'octobre le Forum de Paris sur la Paix 2025, au Palais de Chaillot, là même où fut signée la Déclaration universelle des droits de l'homme.

L'actualité nationale met en avant, quant à elle, la réflexion en cours sur les rythmes scolaires, en regard des situations des autres États européens. Elle revient également sur une évolution à l'œuvre en matière de droit du travail avec la ratification de la convention n° 155 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la sécurité et la santé des travailleurs. Les débats fiscaux nés des discussions du Parlement sur la loi de finance en cours d'élaboration sont également au cœur de ce numéro, de la même manière qu'une réflexion est engagée sur la sécurité du patrimoine national, face au récent cambriolage du Louvre.

Horizon Sciences Po vous permet de découvrir deux premières références citées dans la bibliographie du réseau ScPo, sur le thème du vivant. Le premier ouvrage du biologiste Olivier Hamant, *Antidote au culte de la performance, la robustesse du vivant,* publié en 2023, met en lumière un concept majeur qui s'impose face aux crises sociales et environnementales : la robustesse. Une deuxième fiche de lecture vous propose de découvrir ou de redécouvrir un classique de la littérature, *Les racines du ciel* de Romain Gary, qui interroge la contradiction entre le besoin profond de préserver le vivant et la poursuite des intérêts politiques face aux massacres des éléphants.



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
M. Arnaud LE GARS - Mme Céline CHARLES - Mme Alice TRUEL - Mme Tatiana GOLTSBERG

PHOTOS
Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Vue satellite. (Nasa) - Des déplacés soudanais dans un camp à Tawila, au Darfour, après la chute d'El Fasher le 26 octobre 2025 (AFP) - Carte affrontements au Soudan (Courrier International) - De nombreux monuments et parcs nationaux américains sont fermés en raison du shutdown du gouvernement fédéral (Al Drago/Reuters) - La leader de l'opposition vénézuélienne Maria Corina Machado récompensée du Prix Nobel de la Paix (Jimmy Villalta/IPA) - Sanae Takaichi est la première femme à devenir Première ministre au Japon, élue le 21 octobre 2025 (AFP) - Les principaux dirigeants chinois réunis du 20 au 23 octobre pour une réunion visant à discuter des objectifs de développement pour les cinq prochaines années (Xie Huanchi/AP) - Les 29 et 30 octobre 2025, le Palais de Chaillot a accueilli la 8e édition du Forum de Paris sur la Paix (Paris peace Forum) - Zohran Mamdani a été élu à la mairie de New York (États-Unis) dans la nuit du mardi 4 au mercredi 5 novembre 2025 (Angelina Katsanis/AFP) - Couverture Menace sur l'état de droit, Patrice Spinosi - Couverture Technopolitique, Asma Mhalla - Drapeaux français (Pxhere) - Carte interractive La durée des vacances scolaires en Europe (Toute l'Europe.eu) - Braquage au Louvre : «vol du siècle», «sérieuses questions de sécurité»... Les médias du monde entier sous le choc (Libération) - Le dessin de Chaunu : un vol de bijoux spectaculaire au Louvre (Ouest France) - Suspension de la réforme des retraites (Le Parisien) - Emploi, chômage, revenus du travail (Insee références) - Les revenus et le patrimoine des ménages (Insee Références) - Casques (Unplash) - Carte Organisation de coopération de Shanghaï (Wikimedia)

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMPLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE 6

ACTUALITÉ NATIONALE 22

HORIZON SCIENCES PO

- Olivier Hamant, *Antidote au culte de la performance, la robustesse du vivant,* 2023 33

- Romain Gary, *Les racines du ciel,* 1956 34

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

- Soudan : l'agonie d'El Fasher, autopsie d'une guerre éclipsée

- États-Unis /shutdown : un pays au ralenti, une démocratie sous tension

- Réprimer n'a pas suffi : María Corina Machado reçoit le prix Nobel de la paix

- Japon : Sanae Takaichi la « dame de fer 2.0 » prend le pouvoir

- Chine : Pékin joue une nouvelle partition : ce que révèle le 15e plan quinquennal chinois

- Réparer le monde : le Forum de Paris 2025 trace de nouvelles routes pour la paix

- Élection de Zohran Mamdani à New York : entre espoir progressiste et tempête politique

- Dans nos librairies ce mois-ci

Arnaud LE GARS



ALLER PLUS LOIN...

ARTE (le dessous des cartes) : Soudan, une guerre oubliée.

FRANCE INFO : Khartoum, capitale dévastée par la guerre.

Des déplacés soudanais dans un camp à Tawila, au Darfour, après la chute d'El Fasher le 26 octobre 2025

SOUDAN : L'AGONIE D'EL FASHER, AUTOPSIE D'UNE GUERRE ÉCLIPSÉE

En octobre 2025, la guerre civile qui ravage le Soudan depuis deux ans et demi a franchi un nouveau seuil de violence et de déshumanisation. À El-Fasher, capitale du Darfour-Nord, des milliers de civils ont été massacrés alors que la ville, assiégée depuis 18 mois, tombait aux mains des Forces de soutien rapide (FSR). Ce moment marque un tournant sanglant, non seulement dans la dynamique militaire du conflit, mais aussi dans son invisibilisation progressive. Ce qui se déroule aujourd'hui au Soudan n'est plus une guerre, c'est un effondrement total – social, territorial, moral – auquel la communauté internationale assiste dans un silence assourdissant.

Pour comprendre ce basculement, il faut revenir aux origines de la guerre. En avril 2023, une lutte de pouvoir entre deux anciens alliés au sommet de l'État soudanais dégénère en affrontements armés à grande échelle. Le général Abdel Fattah al-Burhan, chef de l'armée régulière, affronte Mohamed Hamdan Dagalo, dit "Hemedti", à la tête des FSR, une milice paramilitaire qui avait été intégrée à l'État sans jamais être vraiment contrôlée. Ce conflit interne à la junte militaire, née du coup d'État de 2021, s'est rapidement transformé en guerre civile totale. Les deux camps revendiquent la légitimité de gouverner, mais c'est surtout la population qui paie le prix de cette guerre de prédation.

Les premiers mois du conflit ont vu des combats intenses à Khartoum et dans plusieurs grandes villes, provoquant une désintégration rapide des structures de l'État. Les hôpitaux ont été bombardés, les écoles fermées, les institutions paralysées. À mesure que les combats s'enlisaient, les FSR ont étendu leur emprise dans l'ouest du pays, particulièrement au Darfour, une région déjà traumatisée par les violences ethniques des années 2000. C'est là, à El-Fasher, que la guerre a pris un visage encore plus brutal.

Depuis mi-2023, El-Fasher était encerclée. La population, prise au piège, vivait sous les bombardements, privée d'eau, de nourriture, de soins. En octobre 2025, les FSR ont lancé l'assaut final. En quelques jours, la ville a été envahie. Mais ce n'était pas une victoire militaire ordinaire. Les témoignages qui émergent parlent de violences systématiques, de meurtres

de masse, de viols utilisés comme arme de guerre, de quartiers rasés. Les FSR, fortement armées, ont utilisé des drones tactiques, souvent contre des cibles civiles, une technologie que plusieurs sources attribuent à des livraisons émiraties transitant par la Libye. À El-Fasher, ces drones ont été déterminants dans l'issue du siège. Leur usage symbolise une guerre asymétrique où la terreur technologique est désormais un outil clé.

Ce qui s'est produit à El-Fasher est à la fois un point de bascule stratégique et un désastre humanitaire. En un seul mois, on estime à plus de 2 000 le nombre de civils tués dans la ville. À l'échelle du pays, octobre 2025 a enregistré au moins 1 545 morts civiles supplémentaires, portant le bilan total du conflit à environ 150 000 morts depuis avril 2023. Mais le nombre de morts ne suffit pas à saisir l'ampleur du désastre. Plus de 13 millions de personnes ont été déplacées. La moitié de la population soudanaise est en insécurité alimentaire sévère. Le système de santé s'est effondré. Les services éducatifs sont à l'arrêt. Et 30 millions de personnes, dont 15 millions d'enfants, nécessitent une aide humanitaire immédiate.

Pourtant, cette aide ne parvient pas. Dans les zones contrôlées par les FSR, l'accès humanitaire est quasiment impossible. Les convois sont interceptés, les ONG attaquées, les travailleurs humanitaires tués ou expulsés. À mesure que les FSR progressent, ces zones d'ombre s'étendent. Et la guerre, loin de ralentir, se déplace. Fin octobre, de violents affrontements ont éclaté dans l'État du Kordofan, une région plus au sud. Ce déplacement du théâtre d'opérations indique une volonté d'expansion territoriale, voire de partition de facto du pays.

Face à tout cela, la communauté internationale reste étrangement absente. Les dénonciations se multiplient, mais aucun mécanisme coercitif n'est mis en place. L'origine des armes utilisées par les FSR est pourtant connue. Les Émirats arabes unis, par l'intermédiaire de la Libye, auraient fourni les drones et équipements sophistiqués ayant permis la prise d'El-Fasher. Mais aucune sanction n'a été prononcée. Le Conseil de sécurité de l'ONU reste paralysé. L'Union africaine et les pays voisins, eux-mêmes fragilisés, peinent à proposer une médiation crédible. Et dans les chancelleries occidentales, le Soudan semble ne plus exister dans l'ordre des priorités diplomatiques.



Ce silence n'est pas neutre. Il légitime, par son inaction, les crimes en cours. Il envoie un message clair : il est possible, en 2025, d'anéantir une ville de 800 000 habitants, de massacrer ses habitants, sans provoquer de réaction internationale significative. El-Fasher n'est pas seulement un massacre. C'est un avertissement.

La guerre au Soudan est aujourd'hui l'une des plus graves crises humanitaires et politiques du monde. Mais elle est aussi l'une des moins couvertes, des moins documentées, des moins comprises. Elle n'oppose pas seulement deux généraux. Elle met en jeu la survie d'un État, la cohésion d'un territoire, le sort de millions de civils. Octobre 2025 en a donné une démonstration tragique. Laisser cette guerre dans l'ombre, c'est contribuer à sa perpétuation. ◆



ALLER PLUS LOIN...

- LE CLUB DES JURISTES : Le shutdown aux États-Unis, vers une crise institutionnelle majeure ?
- FRANCE 24 : Shutdown, les États-Unis commencent à ressortir les effets de la paralysie budgétaire.

De nombreux monuments et parcs nationaux américains sont fermés en raison du shutdown du gouvernement fédéral.

ÉTATS-UNIS /SHUTDOWN : UN PAYS AU RALENTI, UNE DÉMOCRATIE SOUS TENSION

Le gouvernement américain s'est arrêté. Pas en théorie, pas dans les débats télévisés, mais concrètement, dans les bureaux fédéraux, sur les bulletins de paie gelés, dans les files d'attente des centres d'aide alimentaire, et sur les visages inquiets de millions de citoyens. Le shutdown de 2025, provoqué par un blocage budgétaire au Congrès, a plongé les États-Unis dans une paralysie institutionnelle totale, révélant les fissures grandissantes d'un système incapable de garantir ses fonctions les plus élémentaires.

Si le terme peut paraître technique, ses effets sont tout sauf abstraits. Travailler sans être payé, ou ne plus travailler du tout. Ne plus recevoir ses aides alimentaires. Voir les portes des parcs nationaux, des musées, des agences fédérales se fermer sans date de réouverture. L'Amérique a connu un arrêt brutal de son État fédéral.

Plus de 1,3 million de fonctionnaires ont été directement touchés : environ 700 000 ont été contraints de continuer leur mission sans rémunération, souvent dans des postes sensibles comme la sécurité ou la santé publique, tandis que 600 000 autres ont été renvoyés chez eux, mis en "congé technique" sans assurance d'être rappelés. Cette séparation entre les services "essentiels" et "non essentiels" n'a rien de rassurant quand la liste des fonctions suspendues inclut la protection environnementale, la recherche scientifique, la gestion des catastrophes naturelles ou l'entretien de sites publics. Les parcs nationaux se sont rapidement dégradés, avec des problèmes d'hygiène et de sécurité dus à l'absence de personnel. Des musées ont cessé toute activité. Même les centres d'accueil pour anciens combattants ont dû limiter leur fonctionnement. L'arrêt d'un appareil aussi vaste que celui du gouvernement fédéral ne se fait pas sans dommages visibles.

Mais au-delà de l'administration, c'est la population vulnérable qui a payé le prix fort. Des millions d'Américains, notamment dans les communautés afro-américaines, latino-américaines et rurales, ont vu leur accès aux aides sociales remis en question. Les programmes SNAP et WIC, qui fournissent des aides alimentaires à près de 42 millions de personnes, étaient menacés d'épuisement budgétaire dès le 1er novembre. Ce n'était pas une perspective lointaine, mais une réalité immédiate pour les familles dépendant de ces aides pour se nourrir. Les écoles publiques, dans certaines régions, n'ont plus pu assurer les repas gratuits du midi. Le programme Head Start, essentiel pour l'apprentissage précoce des jeunes enfants défavorisés, a été suspendu dans plusieurs États, laissant des milliers de familles sans solution de garde ni soutien éducatif.

Les inquiétudes n'ont pas épargné le domaine de la santé. Les bénéficiaires de l'Obamacare ont dû faire face à l'incertitude autour de la reconduction des subventions qui couvrent une grande partie de leurs primes d'assurance. À l'approche de la fin de l'année, beaucoup craignaient une explosion de leurs coûts médicaux, alors même que les agences de régulation sanitaire fonctionnaient en mode réduit. La santé publique, déjà sous tension depuis plusieurs années, a été encore fragilisée par cette interruption.

Le monde de l'entreprise n'a pas été épargné. Des milliers d'investissements ont été bloqués, des prêts suspendus, des projets stoppés net. Les entreprises dépendant de licences fédérales, de permis d'exploitation ou d'autorisations environnementales se sont retrouvées à l'arrêt. Les administrations chargées d'approuver les crédits immobiliers, agricoles ou industriels ne traitaient plus les dossiers, ralentissant l'économie dans de nombreux secteurs. Dans l'immobilier, par exemple, des ventes de maisons ont été annulées ou gelées en l'absence de traitement des demandes de prêt. Selon plusieurs économistes, le shutdown a coûté plusieurs milliards de dollars par semaine à l'économie américaine. Ces pertes ne sont pas toutes récupérables : des entreprises ont licencié, des investissements ont été délocalisés, des projets publics ont été abandonnés.

Ce chaos administratif est né d'une impasse politique devenue chronique. Le Congrès, profondément divisé entre une majorité républicaine fragmentée à la Chambre des représentants et un Sénat démocrate, n'est pas parvenu à voter un budget ou une mesure de financement temporaire. L'aile radicale du Parti républicain a exigé des coupes budgétaires drastiques dans les programmes sociaux en échange de son soutien, exigeant notamment la réduction des aides alimentaires et la suppression de subventions liées aux politiques climatiques. La Maison Blanche et les démocrates ont refusé de céder à ce chantage. Résultat : blocage total. Le gouvernement n'a pas fermé en raison d'un manque d'argent, mais à cause d'un manque de compromis.

Dans ce climat d'affrontement, Donald Trump a adopté une stratégie politique particulièrement offensive. Plutôt que d'appeler au compromis ou à une sortie de crise, il a décrit le shutdown comme une "opportunité sans précédent" de réorganiser le gouvernement fédéral selon ses priorités. Il a accusé à plusieurs reprises les "démocrates de la gauche radicale" d'être responsables du blocage, en insistant sur leur prétendu refus de financer des services jugés essentiels. Cette rhétorique a été utilisée pour justifier des coupes ciblées et des restructurations rapides.

Trump a publiquement soutenu une réduction massive des effectifs dans l'administration fédérale. Il a demandé aux ministères de lui soumettre des plans de licenciement visant spécifiquement les agences perçues comme "hostiles" à son programme ou jugées alignées sur les priorités démocrates, notamment dans l'environnement, l'éducation ou les droits civiques. Ces initiatives, loin d'être techniques, visaient à remodeler l'appareil d'État en profondeur, en contournant le Congrès et en renforçant le pouvoir de l'exécutif.

Face à l'obstruction persistante au Sénat, Trump a également intensifié la pression sur les règles parlementaires. Il a appelé à la suppression pure et simple du filibuster, une procédure qui oblige à obtenir 60 voix pour faire avancer un texte législatif. En appelant à cette "option nucléaire", Trump cherchait à passer en force et à adopter le budget avec une majorité simple, en excluant toute négociation avec l'opposition. Cette position, soutenue par une partie de sa base, a toutefois déclenché de vives critiques, y compris chez certains républicains, qui y voyaient une tentative dangereuse de concentration du pouvoir. Pendant la crise, l'exécutif trumpiste a aussi procédé à des gels de crédits massifs. Des milliards de subventions fédérales ont été suspendus, notamment dans les États gouvernés par des démocrates. Les aides aux infrastructures, à l'environnement, à l'éducation ou à la sécurité alimentaire ont été bloquées, mettant en difficulté des collectivités locales déjà fragiles. Trump a conditionné toute reprise des négociations sur la santé à une réouverture totale de l'administration selon ses termes, refusant de discuter avec le Congrès tant qu'il ne contrôlerait pas l'ordre du jour.

Certains services ont malgré tout continué de fonctionner, souvent avec des agents non payés. Les prestations de la Sécurité sociale, le service postal et les agences de sécurité intérieure sont restés opérationnels. Mais les coupes et la désorganisation ont affaibli leur efficacité. Dans plusieurs villes, les retards se sont accumulés, les bureaux ont fermé, les recours administratifs se sont effondrés.

Le shutdown de 2025 n'a pas simplement ralenti l'État : il a mis en lumière une stratégie politique visant à instrumentaliser la crise pour modifier en profondeur l'équilibre institutionnel. C'est une rupture assumée avec la logique de compromis, un test de résistance pour la démocratie américaine. Pour des millions d'Américains, le blocage a été synonyme de faim, de peur, d'incertitude. Pour Trump, il a été un levier politique. Pour l'avenir du pays, il pourrait bien devenir un précédent dangereux. ◆



ALLER PLUS LOIN...

TV5 MONDE : Maria Corina Machado, prix Nobel de la paix 2025

ARTE : Prix Nobel, qui fait la paix ?

La leader de l'opposition vénézuélienne Maria Corina Machado récompensée du Prix Nobel de la Paix.

RÉPRIMER N'A PAS SUFFI : MARÍA CORINA MACHADO REÇOIT LE PRIX NOBEL DE LA PAIX

Le prix Nobel de la paix 2025 a été décerné à María Corina Machado, une figure centrale et inflexible de l'opposition démocratique au Venezuela. Ce choix marque une reconnaissance internationale majeure du combat mené depuis des années par cette femme politique contre un régime autoritaire, au nom de la liberté, de la justice et de la démocratie. En distinguant María Corina Machado, le Comité Nobel envoie un message fort : face à la répression, l'engagement pacifique et la défense des droits fondamentaux restent des valeurs universelles qu'il convient d'honorer.

Dans un pays asphyxié par deux décennies de crise politique, économique et humanitaire, María Corina Machado s'est imposée comme une voix claire et ferme contre le chavisme et son héritier, Nicolás Maduro. Ancienne députée, fondatrice d'organisations citoyennes et électorales, elle a choisi de s'engager dès le début des années 2000 dans un processus de reconstruction démocratique. Son parcours n'est pas celui d'une politicienne traditionnelle, mais celui d'une militante profondément convaincue que le changement au Venezuela ne pourra se faire que par la voie pacifique, à travers le suffrage, le droit et l'organisation citoyenne.

Élue à l'Assemblée nationale en 2010, elle a très vite été ciblée

par le pouvoir en place. Expulsée de manière arbitraire en 2014, accusée de conspirer contre le régime, interdite d'exercer toute fonction publique, elle a malgré tout poursuivi son action, refusant l'exil, refusant le silence. En 2024, elle a été au cœur du processus électoral présidentiel, soutenant l'unité de l'opposition lors d'une élection controversée marquée par des irrégularités massives et une répression croissante. Aujourd'hui, María Corina vit dans la clandestinité, traquée par le gouvernement Maduro, mais continue d'exercer une influence politique considérable depuis l'ombre.

Le Comité Nobel norvégien a qualifié María Corina Machado de « l'un des exemples les plus extraordinaires de courage civique en Amérique latine ces derniers temps ». Cette reconnaissance salue un engagement de longue haleine, un combat mené sans armes, mais avec une détermination inébranlable. Le comité a insisté sur l'importance de son action dans un contexte où le pouvoir a systématiquement utilisé la peur, la censure, les arrestations arbitraires et la pauvreté comme instruments de contrôle. Dans cet environnement hostile, Machado a porté la voix de millions de Vénézuéliens privés de leurs droits les plus élémentaires : voter librement, s'exprimer sans crainte, accéder à des services de base.

Au-delà de la personne, ce prix met en lumière la situation dramatique du Venezuela. Pays autrefois prospère, le Venezuela a sombré dans une crise sans précédent. Pénuries alimentaires, effondrement du système de santé, hyperinflation, corruption endémique, exode massif... À cela, s'ajoute une dérive autoritaire du pouvoir, verrouillant peu à peu toutes les institutions. Le prix Nobel attribué à María Corina Machado agit comme un projecteur international sur cette réalité, trop souvent reléguée au second plan des priorités diplomatiques.

La récompense rend également hommage à une stratégie politique fondée sur la non-violence. Là où d'autres auraient pu céder à la radicalisation, María Corina Machado a toujours prôné la voie pacifique, l'union des forces démocratiques et la mobilisation citoyenne. Elle a organisé des rassemblements pacifiques, appelé au dialogue entre les opposants, dénoncé les dérives sans pour autant tomber dans le piège de la haine ou de la violence. Cette position constante, malgré les pressions, renforce la portée symbolique de son prix.

La reconnaissance internationale de María Corina Machado ne date pas d'hier. Elle a déjà reçu des distinctions telles que le prix Vaclav-Havel et le prix Sakharov, qui saluent l'engagement en faveur des droits de l'homme et de la démocratie. Mais le prix Nobel de la paix confère une dimension inédite à son combat : il l'inscrit dans une histoire mondiale de la résistance démocratique. Il la place aux côtés de figures comme Aung San Suu Kyi (avant sa chute en disgrâce), Lech Wałęsa ou Malala Yousafzai, des personnes qui, chacune à leur manière, ont incarné le refus du despotisme au nom d'une humanité plus libre et plus juste.

Ce choix du Comité Nobel peut aussi être lu comme un message adressé à la communauté internationale. Face à la montée des régimes autoritaires, à la résurgence de la répression politique, à l'essoufflement de certaines démocraties, il rappelle que la démocratie n'est pas acquise une fois pour toutes. Elle est un combat permanent. Et ceux qui se lèvent pour la défendre, même au péril de leur liberté ou de leur vie, méritent non seulement notre admiration, mais notre soutien actif. Dans cette perspective, María Corina Machado devient le symbole d'une résistance démocratique globale, au-delà des frontières du Venezuela.

Le prix Nobel de la paix 2025 ne changera pas, à lui seul, la situation politique du Venezuela. Mais il modifie les équilibres symboliques. Il redonne de la visibilité à une cause que le régime a cherché à étouffer. Il donne à María Corina Machado une tribune encore plus large pour continuer son travail. Et il envoie un signal clair à Nicolás Maduro : le monde regarde. Et le monde n'oublie pas.

Ce prix pourrait aussi renforcer l'espoir chez les millions de Vénézuéliens qui, depuis des années, subissent en silence. Ceux qui ont fui, souvent à pied, vers d'autres pays d'Amérique latine. Ceux qui restent et tentent de survivre. Ceux qui n'ont plus confiance dans les institutions, dans les promesses politiques, dans le futur. Le courage de María Corina Machado, reconnu aujourd'hui au plus haut niveau international, peut ranimer cette flamme.

En définitive, cette reconnaissance est aussi une victoire pour la vérité. Car l'un des effets les plus dévastateurs de la dictature est la manipulation de la réalité. Au Venezuela, le régime a tout fait pour déformer les faits, criminaliser l'opposition, inverser les responsabilités. María Corina Machado, en persévérant malgré les accusations, les campagnes de diffamation, les menaces, a fait barrage à cette logique de falsification. Elle a rétabli des faits, des droits, une mémoire. Ce prix vient consacrer cette démarche de vérité.

María Corina Machado, opposante vénézuélienne, est donc la lauréate du prix Nobel de la paix 2025. Une récompense méritée, qui salue un engagement exemplaire dans un contexte d'extrême adversité. Elle est honorée pour sa lutte pacifique, son inlassable travail de mobilisation, sa foi en la démocratie malgré la répression. Elle devient, aujourd'hui plus que jamais, une source d'inspiration pour ceux qui refusent de plier face à l'injustice.

En choisissant de mettre en lumière son combat, le comité Nobel confirme sa volonté de défendre activement les droits humains et les valeurs démocratiques dans des contextes répressifs. À travers María Corina Machado, c'est tout un peuple que le prix Nobel de la paix 2025 vient soutenir. Un peuple qui, malgré tout, croit encore au pouvoir du vote, de la parole libre et de la dignité humaine. ◆



ALLER PLUS LOIN...

IRIS : Sanae Takaichi, une « forte femme » Premier ministre pour remobiliser un archipel

LE MONDE : Qui est Sanae Takaichi, la nouvelle Première ministre japonaise ? Comprendre en 3 minutes.

Sanae Takaichi est la première femme à devenir Première ministre au Japon, élue le 21 octobre 2025

JAPON : SANAE TAKAICHI LA « DAME DE FER 2.0 » PREND LE POUVOIR

Sanae Takaichi est devenue la première femme à occuper le poste de Première ministre du Japon le 21 octobre 2025, bouleversant une scène politique longtemps dominée par les hommes et franchissant un cap historique dans un pays où les femmes n'ont jamais accédé aux plus hautes fonctions de l'État. Sa nomination, fruit d'une trajectoire politique longue, disciplinée et résolument conservatrice, incarne à la fois un tournant symbolique en matière de représentation et une continuité idéologique marquée dans l'orientation politique du Japon.

Membre du Parti libéral-démocrate (PLD), Takaichi a su s'imposer en 2025 à la présidence du parti, après plusieurs tentatives infructueuses lors des scrutins internes de 2021 et 2024. Cette victoire interne a été le prélude à son accession au pouvoir exécutif, dans un contexte politique tendu, entre pressions géopolitiques externes et divisions internes au sein du PLD. Élue pour la première fois à la Chambre des représentants en 1993, elle s'est progressivement imposée comme une figure incontournable de la droite conservatrice, cumulant de nombreuses responsabilités, notamment au sein du ministère des Affaires intérieures et des Communications, où elle a laissé l'image d'une gestion rigoureuse, mais aussi d'un style autoritaire.

Takaichi s'inscrit dans la lignée idéologique de l'ancien Premier ministre Shinzo Abe, dont elle partage les positions nationalistes, économiques et sociales. Proche du lobby ultraconservateur Nippon Kaigi, elle incarne un nationalisme assumé, fondé sur la réhabilitation d'un Japon fier de son histoire, y compris dans ses aspects les plus controversés. Elle est notamment connue pour ses visites régulières au sanctuaire Yasukuni, ce lieu de mémoire militaire où sont honorés, entre autres, des criminels de guerre de la Seconde Guerre mondiale, un geste toujours lourd de conséquences diplomatiques, en particulier dans les relations avec la Chine et la Corée du Sud.

Son profil idéologique est limpide : politique étrangère musclée, défense d'un ordre familial traditionnel, rejet des revendications progressistes sur les droits des minorités. Sur le plan international, Sanae Takaichi mène une politique combative, centrée sur la souveraineté nationale et la dissuasion militaire. Elle place la question de Taïwan au cœur de sa stratégie, affirmant un soutien explicite à l'île face à la pression croissante de Pékin. Elle plaide pour une augmentation significative des dépenses militaires japonaises, rompant avec la prudence constitutionnelle qui avait jusqu'ici freiné l'expansion des capacités offensives des Forces d'autodéfense. Face à la Chine, mais aussi à la Corée du Nord, elle adopte un ton résolument ferme, éloigné du langage diplomatique feutré des précédentes administrations.

Sur le plan régional, Takaichi défend une stratégie d'alliances renforcées dans le cadre de l'Indo-Pacifique libre et ouvert, concept géopolitique désormais central dans la doctrine japonaise. Son gouvernement consolide les liens traditionnels avec les États-Unis, mais étend aussi les partenariats stratégiques avec l'Inde, l'Australie et d'autres démocraties de la région. Le Japon, sous sa direction, se présente comme un acteur de stabilité, mais également comme un pôle de résistance face aux ambitions expansionnistes de la Chine. Cette posture ferme s'étend également à la Russie : le Japon de Takaichi reste fidèle à l'alliance occidentale dans le dossier ukrainien et continue de participer activement aux mécanismes du *G7*, affirmant son engagement pour un ordre international fondé sur le droit.

Mais cette politique de fermeté à l'extérieur s'accompagne d'un repli nationaliste plus marqué sur le plan intérieur. Sanae Takaichi défend une vision traditionnelle de la société japonaise. Elle s'oppose au mariage homosexuel, refuse l'idée d'ouvrir la succession impériale aux femmes, et valorise le modèle familial patriarcal comme socle fondamental de la culture nationale. Sa promesse de féminiser la vie politique japonaise s'inscrit dans une logique conservatrice : plus de femmes dans les cercles de pouvoir, oui, mais sans remettre en cause les fondements hiérarchiques et les rôles traditionnels qu'elle juge structurants. Cette position lui attire à la fois des critiques des mouvements féministes, qui dénoncent son immobilisme sur les droits des femmes, et un soutien fidèle d'une frange conservatrice lassée des discours égalitaristes perçus comme importés de l'Occident. Sur la scène nationale, Sanae Takaichi fait aussi face à des tensions croissantes au sein de son propre parti. Le PLD, fracturé entre modérés et conservateurs durs, entre tenants du dialogue avec les pays voisins et partisans d'une ligne dure, connaît sous son mandat une recomposition délicate. Si elle s'impose par son autorité et sa constance idéologique, elle doit naviguer dans un contexte où les courants internes du PLD cherchent chacun à tirer profit du virage nationaliste. Ce contexte génère des tensions sur la ligne politique à suivre, notamment en matière d'éducation, de mémoire historique ou encore de réformes sociales.

La personnalité de Sanae Takaichi contribue à son image de dirigeante inflexible. Elle cultive une identité forte, forgée dès sa jeunesse dans la contre-culture : elle jouait de la batterie dans un groupe de heavy metal et pilotait une moto, des éléments biographiques qui tranchent avec l'austérité souvent associée aux élites politiques japonaises. Ces anecdotes, souvent relayées dans les médias, participent à la construction d'un personnage politique hors norme, à la fois ancré dans un conservatisme rigide et doté d'une énergie personnelle peu commune. Admiratrice déclarée de Margaret Thatcher, elle est parfois surnommée la « Dame de fer 2.0» du Japon, un titre qu'elle revendique avec fierté, assumant son style direct, son goût pour la confrontation idéologique et sa conception verticale du pouvoir.

L'arrivée de Takaichi à la tête du gouvernement japonais inaugure une nouvelle ère dans les relations internationales de l'archipel. Face à la montée des tensions régionales, notamment en mer de Chine méridionale et autour de Taïwan, elle impulse une politique étrangère plus affirmée, brisant la prudence stratégique qui a longtemps caractérisé la diplomatie japonaise d'après-guerre. Elle fait le pari que le Japon doit cesser de s'abriter derrière sa Constitution pacifiste et doit affirmer sa puissance, sa souveraineté, son rôle dans la défense d'un ordre mondial fondé sur des principes clairs.

Mais cette ligne dure ne va pas sans conséquences. En valorisant le passé impérial japonais et en adoptant une posture critique vis-à-vis des « repentances » historiques, elle s'expose à des réactions vives de la part des voisins asiatiques. Les relations avec la Corée du Sud, déjà fragiles, se tendent davantage. La Chine, quant à elle, intensifie sa rhétorique contre le Japon, qu'elle accuse d'encourager les forces indépendantistes taïwanaises. Le Japon de Takaichi semble prêt à assumer ce durcissement des relations régionales, en misant sur un rééquilibrage stratégique global qui privilégie les alliances avec les démocraties libérales. Cette orientation s'accompagne d'un recentrage identitaire au Japon même. L'éducation est utilisée comme un vecteur de patriotisme renforcé, les contenus scolaires révisés pour insister sur les aspects glorieux de l'histoire nationale, et une attention particulière est portée à la consolidation des symboles d'unité nationale, tels que l'Empereur ou l'armée. Ce retour assumé à un nationalisme d'État, s'il séduit une partie de l'électorat, inquiète d'autres segments de la population qui y voient les signes d'un autoritarisme en gestation.

En somme, Sanae Takaichi est bien plus qu'un symbole de féminisation de la vie politique japonaise. Elle incarne un tournant conservateur majeur, un repositionnement stratégique dans un monde instable, et une vision du Japon profondément enracinée dans le nationalisme et dans la défense de valeurs traditionnelles. Première femme à accéder à la fonction suprême, elle n'a pas cherché à incarner la rupture sociale, mais bien à affirmer une continuité idéologique rigide, avec des moyens nouveaux, une fermeté accrue, et une volonté affichée de redonner au Japon une place centrale sur l'échiquier mondial. Elle gouverne avec une poigne de fer, dans un gant de cuir, et s'inscrit dans l'histoire du pays comme une dirigeante aussi controversée qu'influente. ◆



ALLER PLUS LOIN...

LE MONDE : Ce que la Chine prévoit dans son nouveau plan quinquennal.

Les principaux dirigeants chinois réunis du 20 au 23 octobre pour une réunion visant à discuter des objectifs de développement pour les cinq prochaines années.

CHINE : PÉKIN JOUE UNE NOUVELLE PARTITION : CE QUE RÉVÈLE LE 15E PLAN QUINQUENNAL CHINOIS

Le Parti communiste chinois a adopté le 29 octobre 2025 le 15e plan quinquennal, un document colossal de stratégie économique et politique qui orientera le développement de la Chine entre 2026 et 2030. Sous la plume directe de Xi Jinping, ce plan est bien plus qu'un programme de croissance : c'est une feuille de route idéologique et centralisée destinée à renforcer le pouvoir du Parti tout en repositionnant la Chine dans un monde perçu comme instable, hostile et incertain. Derrière le jargon technocratique et les grandes promesses de modernisation, se joue une transformation profonde du modèle chinois. Voici ce qu'il faut en retenir.

La Chine entre dans une nouvelle phase. Le 14e plan quinquennal (2021-2025) touchant à sa fin, Pékin entend s'appuyer sur ses acquis pour franchir un nouveau palier : atteindre « pour l'essentiel la modernisation socialiste d'ici 2035 ». Autrement dit, faire de la Chine une puissance de premier plan dotée d'un niveau de développement équivalent à celui d'un pays moyennement avancé. Le défi est immense. Pour y parvenir, Xi Jinping fixe un cap clair : maintenir un taux de croissance proche de 5 %, développer une économie nationale forte, innover massivement dans les secteurs technologiques, tout en gardant la main sur l'orientation idéologique du pays. Le tout sous le contrôle exclusif du Parti.

L'élaboration de ce plan n'a rien laissé au hasard. Pendant des mois, des équipes du Parti ont sillonné les provinces, consulté chercheurs, entrepreneurs, hauts fonctionnaires et citoyens ordinaires. Trois millions de commentaires ont été récoltés. Près de 450 suggestions ont été retenues. Mais la méthode, bien qu'ouverte en apparence, reste pilotée d'en haut. Xi Jinping a personnellement présidé le groupe de rédaction. Chaque version du document a été validée par le Bureau politique. La démocratie version PCC est un exercice de discipline collective, pas un débat contradictoire.

Ce 15e plan repose sur une double logique : centralisation stratégique et adaptation locale. L'image utilisée par Xi est

évocatrice : il faut « jouer du piano », c'est-à-dire coordonner harmonieusement les priorités nationales et les réalités régionales. Une métaphore tirée du maoïsme, comme celle de « l'échiquier national », qui symbolise l'unité de l'action dictée par le sommet. L'État-parti exige des gouvernements locaux qu'ils appliquent les réformes de manière flexible, tout en respectant une ligne nationale stricte. C'est là tout le paradoxe du système : un autoritarisme hypercentralisé qui exige pourtant de l'agilité sur le terrain.

Le cœur du projet reste la croissance, mais pas à n'importe quel prix. Il s'agit désormais de passer à un développement dit « de haute qualité ». En clair : sortir du modèle industriel polluant et à bas coût, pour construire une économie plus innovante, plus verte et mieux répartie. Le plan insiste sur l'autonomie technologique (notamment dans les semi-conducteurs et l'IA), la transition énergétique, la modernisation du système éducatif, et la montée en gamme industrielle. La Chine veut réduire sa dépendance aux importations, surtout dans le contexte de tension avec les États-Unis, et créer ses propres champions technologiques.

Mais cette volonté d'innovation se heurte à une réalité : la centralisation budgétaire. Les collectivités locales, longtemps moteurs de croissance grâce à la vente de terres et aux investissements massifs, dépendent de plus en plus des transferts de l'État central. En 2025, ces transferts ont dépassé 10 000 milliards de yuans. Cette dépendance transforme les gouvernements locaux en simples exécutants. Le risque ? Tuer l'esprit d'initiative et l'expérimentation locale qui avaient contribué aux succès passés de la Chine. Xi Jinping en est conscient, mais il parie sur une gouvernance plus verticale, mieux coordonnée, pour éviter les dérives et les surcapacités industrielles qui ont récemment touché le secteur des voitures électriques ou des panneaux solaires.

L'autre grand chantier du plan, c'est le renforcement du « marché national unifié ». L'objectif est de casser le protectionnisme local, source de gâchis et de concurrence stérile. Pékin veut construire un espace économique intégré, avec des règles communes, pour éviter les guerres de territoires, les doublons industriels, et les distorsions de marché. Une réponse directe à ce que Xi appelle « l'involution » : une forme de concurrence excessive et stérile entre les provinces qui affaiblit le potentiel global du pays.

Le plan met aussi l'accent sur la consommation intérieure. Face à la chute des exportations et à l'atonie de la demande mondiale, Pékin veut faire du marché domestique son principal moteur. Cela suppose de relancer les revenus, d'élargir la classe moyenne, d'investir dans l'éducation, la santé et la sécurité sociale. La « prospérité commune » redevient un mot d'ordre central, avec l'ambition de mieux redistribuer les fruits de la croissance. Mais attention : il ne s'agit pas de redistribution massive ou de lutte contre les inégalités au sens occidental. Il s'agit de lisser les déséquilibres territoriaux, de contenir les frustrations sociales, et surtout de maintenir la stabilité politique.

Sur le front géopolitique, le 15e plan reflète une inquiétude grandissante. Le monde est décrit comme instable, hostile, imprévisible. Le plan assume un recentrage sur l'économie intérieure, tout en maintenant l'ouverture là où elle sert les intérêts stratégiques chinois. L'initiative des Nouvelles routes de la soie est réaffirmée, mais dans une version plus sélective, plus pragmatique. Le projet de faire de la Chine une puissance mondiale ouverte est toujours d'actualité, mais avec prudence. En parallèle, Pékin entend moderniser son armée, renforcer ses capacités de sécurité, y compris dans le cyberespace et dans la gestion des crises. L'idée de sécurité nationale irrigue l'ensemble du plan : pas de développement sans stabilité, pas d'innovation sans contrôle politique.

Enfin, impossible de parler du 15e plan sans évoquer la place du Parti. Le document se termine par un appel au renforcement du rôle central du PCC. Direction unifiée, discipline interne, contrôle des nominations, lutte contre la corruption : rien n'est laissé au hasard. Xi Jinping insiste sur l'importance de la continuité idéologique, de l'unité du Parti, et de la fidélité aux principes. Le message est clair : la réussite du plan dépend d'abord de la loyauté à l'appareil. La réforme, oui, mais sans jamais affaiblir le pouvoir central.

Ce 15e plan quinquennal s'inscrit donc dans une logique de consolidation. Consolidation de la puissance économique par l'innovation. Consolidation de la cohésion nationale par la redistribution. Consolidation de la souveraineté par la sécurité. Et surtout, consolidation du pouvoir du Parti comme garant de l'ensemble. Pour Pékin, l'avenir repose sur un pari : celui qu'un contrôle fort, centralisé, stratège, peut cohabiter avec la flexibilité économique, l'innovation technologique et la prospérité partagée. C'est ce pari que Xi Jinping joue aujourd'hui — en pianiste solitaire à la tête d'un orchestre géant. Mais ce plan n'est pas sans zones d'ombre. Il mise sur une croissance continue dans un monde incertain, sans réellement dire comment affronter les chocs externes majeurs. Il parle d'innovation, sans répondre clairement au dilemme de la liberté scientifique dans un système fermé. Il évoque la redistribution, sans remettre en question les inégalités criantes dans l'accès à l'éducation ou à la santé. Et surtout, il repose sur une foi absolue dans la capacité du Parti à tout contrôler, à tout coordonner, à tout réussir.

Reste à voir si la réalité économique, les tensions sociales, les défis environnementaux et les rivalités internationales permettront de tenir ce cap. Le 15e plan est ambitieux, dense, méthodique. Mais il est aussi rigide, vertical et idéologisé. Il dit tout du moment politique que traverse la Chine : celui d'un régime qui se méfie du désordre du monde, et qui cherche dans la planification à long terme les moyens d'une souveraineté renforcée. Dans cette optique, ce n'est pas seulement un programme économique. C'est un manifeste de puissance tranquille. ◆



ALLER PLUS LOIN...

PARIS PEACE FORUM : Les moments forts du Forum de Paris pour la paix

Les 29 et 30 octobre 2025, le Palais de Chaillot a accueilli la 8e édition du Forum de Paris sur la Paix

RÉPARER LE MONDE : LE FORUM DE PARIS 2025 TRACE DE NOUVELLES ROUTES POUR LA PAIX

Alors que les conflits s'enchaînent sans répit — de l'Ukraine au Moyen-Orient, en passant par l'Afrique centrale — et que la planète vacille entre dérèglements climatiques, fractures démocratiques et accélérations technologiques incontrôlées, le Forum de Paris sur la Paix 2025 s'est tenu les 29 et 30 octobre dans un climat d'urgence. Mais aussi d'espoir.

Dans les murs symboliques du Palais de Chaillot, là même où fut signée la Déclaration universelle des droits de l'homme, plus de 500 intervenants et 4000 participants se sont réunis autour d'une ambition : bâtir de « nouvelles coalitions pour la paix, les peuples et la planète ». Ni sommet diplomatique traditionnel, ni simple conférence internationale, ce forum s'est imposé comme un espace d'action. Un lieu où les crises ne sont pas seulement analysées, mais affrontées collectivement, par des acteurs venus d'horizons multiples : gouvernements, ONG, entreprises, chercheurs, citoyens engagés.

À l'heure où le multilatéralisme classique montre ses limites, cette édition 2025 a misé sur la construction d'alliances inédites et agiles, capables de répondre aux défis concrets du monde contemporain — de l'IA à la sécurité alimentaire, en passant par la prévention des conflits et la justice climatique.

Parmi les grands axes de cette édition 2025, la prévention et la résolution des conflits ont occupé une place centrale. Alors que les mécanismes classiques de la diplomatie peinent à contenir les foyers de guerre, les débats ont mis en lumière l'urgence de penser des formats souples, à géométrie variable, qui puissent agir vite et efficacement. Des initiatives locales en Afrique, des réseaux de dialogue entre sociétés civiles en Ukraine ou au Proche-Orient ont été présentés comme des modèles possibles. Le consensus s'est dessiné sur un point : la paix ne peut être durable si elle n'est pas inclusive, ancrée dans les territoires et portée par les populations concernées.

Autre enjeu fort du Forum : la défense de la démocratie et de l'intégrité de l'espace informationnel. À l'heure où les régimes autoritaires renforcent leurs arsenaux numériques pour manipuler l'opinion, discréditer les institutions et réprimer les dissidences, plusieurs panels ont alerté sur la fragilité croissante de la démocratie, même dans les pays où elle semblait établie.

Le Forum a appelé à une protection active de l'information : transparence algorithmique, lutte contre la désinformation, soutien aux médias indépendants, régulation des plateformes numériques. Cette défense ne peut être uniquement technique : elle doit s'accompagner d'un renouveau du pacte civique et d'un soutien accru à l'éducation aux médias.

L'un des moments les plus marquants a été consacré à l'enfance et à la jeunesse, envisagées non comme des victimes passives des crises actuelles, mais comme les premières actrices de la paix future. L'investissement dans l'éducation, la santé, la nutrition et la protection de l'enfance a été présenté comme un levier fondamental pour briser les cycles de violence et de pauvreté. Des projets concrets ont été exposés, montrant comment un accès renforcé à l'école et aux soins peut avoir un effet stabilisateur durable dans les zones de conflit. Au-delà des mots, des engagements financiers ont été annoncés pour renforcer ces politiques de prévention à long terme.

Le rôle de l'intelligence artificielle a également suscité des échanges intenses. Si certains y voient un outil prometteur pour anticiper les crises, surveiller les violations des droits humains, ou optimiser les politiques publiques, d'autres ont alerté sur ses usages militaires, sa capacité à renforcer les biais, ou son potentiel de surveillance de masse. Le Forum a cherché à tracer une ligne claire : promouvoir une IA éthique, transparente, au service du bien commun. Une charte pour une IA de paix a été proposée, engageant les États, les entreprises et les chercheurs à encadrer rigoureusement les usages de ces technologies et à garantir leur compatibilité avec les droits humains.

Cette édition 2025 du Forum de Paris sur la Paix a également été marquée par la célébration du 10e anniversaire de l'Accord de Paris. À quelques semaines de la COP30 prévue au Brésil, les discussions ont souligné la nécessité d'un sursaut collectif face à l'urgence climatique. Plusieurs intervenants ont insisté sur la lenteur des transitions, l'écart entre les engagements et les actions, et les blocages politiques persistants. Le Forum a permis de mettre en avant des solutions climatiques transformatrices déjà testées dans plusieurs régions du monde : agroécologie, protection des forêts, adaptation urbaine, finance verte. Le message est clair : le climat ne peut plus être une variable d'ajustement, il doit être au cœur des politiques de sécurité, de développement et de paix.

Ce caractère transversal du Forum — qui relie la géopolitique, l'économie, l'environnement, les droits humains et les technologies — en fait un laboratoire unique d'une diplomatie nouvelle génération. Une diplomatie moins verticale, plus collaborative, plus ouverte à l'innovation sociale et aux dynamiques locales. Le Forum ne se contente pas de produire des déclarations : il sélectionne et accompagne chaque année des projets concrets, portés par des ONG, des collectivités ou des coalitions hybrides. Cette année, 80 initiatives ont été soutenues, allant de la lutte contre les violences faites aux femmes en zone de guerre, à la protection des lanceurs d'alerte dans les régimes autoritaires, en passant par la création de hubs d'innovation verte dans les pays du Sud.

Ce modèle opérationnel reflète une conviction forte : face à la fragmentation actuelle du monde, il ne suffit plus de proclamer des principes, il faut démontrer des résultats. Le Forum veut donc incarner une diplomatie d'impact, où chaque acteur — institutionnel ou non — peut contribuer à des solutions concrètes. Cette logique a été particulièrement visible lors des ateliers sur la sécurité alimentaire, la réduction des inégalités et la justice sociale. Des alliances inédites ont été nouées entre producteurs agricoles, plateformes technologiques et acteurs publics pour améliorer la distribution des ressources, lutter contre les pertes alimentaires, et créer des circuits de solidarité régionale.

Dans un monde où les forums se multiplient sans toujours produire d'effet, celui de Paris a réussi à se distinguer par la qualité des échanges, mais aussi par sa capacité à traduire les idées en engagements concrets. Loin des grands sommets diplomatiques parfois figés, il mise sur l'agilité, la transversalité et la proximité avec le terrain. Les débats ont souvent dépassé les oppositions binaires classiques — Nord-Sud, public-privé, ONG-États — pour faire émerger des coalitions hybrides et pragmatiques.

Le message principal du Forum 2025 peut se résumer ainsi : il n'y a pas de solution aux défis globaux sans alliances nouvelles. Ces coalitions doivent dépasser les frontières classiques, intégrer les voix souvent marginalisées, et mobiliser l'intelligence collective. Dans un monde polarisé, affaibli par les rivalités géopolitiques et menacé par les crises systémiques, la paix ne peut plus être un horizon abstrait. Elle doit être construite, investie, expérimentée, à toutes les échelles. La diplomatie ne peut plus être seulement l'affaire des chancelleries, elle doit s'ouvrir aux citoyens, aux scientifiques, aux innovateurs, aux artistes.

En résumé, le Forum de Paris sur la Paix 2025 a rappelé que la coopération internationale n'est pas une option, mais une condition de survie partagée. Il a insisté sur la nécessité de renouveler les outils du multilatéralisme, de reconstruire la confiance entre les peuples, et de faire de la paix un chantier collectif, permanent et vivant. Ses principales conclusions orientent clairement les agendas futurs : construire des coalitions capables de répondre aux conflits en Ukraine, au Moyen-Orient et en Afrique centrale ; défendre l'écosystème démocratique mondial ; investir dans la jeunesse ; encadrer les technologies ; relancer l'action climatique ; et surtout, renforcer une gouvernance mondiale fondée sur l'inclusion, l'efficacité et la responsabilité.

En donnant la parole à ceux qu'on entend peu, en accompagnant des solutions concrètes et en tissant des ponts là où d'autres érigent des murs, le Forum de la Paix 2025 a tenu sa promesse : faire du multilatéralisme non pas une posture, mais une pratique vivante et indispensable. ◆



ALLER PLUS LOIN...

LE MONDE : Après sa victoire, Zohran Mamdani défie Donald Trump.

Zohran Mamdani a été élu à la mairie de New York (États-Unis) dans la nuit du mardi 4 au mercredi 5 novembre 2025

ÉLECTION DE ZOHRAN MAMDANI À NEW YORK : ENTRE ESPOIR PROGRESSISTE ET TEMPÊTE POLITIQUE

Le 4 novembre 2025, les électeurs de New York ont fait un choix inédit et résolument tourné vers la gauche. En portant Zohran Kwame Mamdani à la tête de la mairie, la ville a élu pour la première fois un maire membre des Democratic Socialists of America (DSA). Un événement politique majeur aux États-Unis, dans une ville souvent perçue comme laboratoire politique national. À 34 ans, Mamdani, ancien député de l'État de New York et figure de la gauche progressiste, incarne une rupture nette avec les politiques sécuritaires et pro-business de son prédécesseur, Eric Adams. Il promet une gouvernance axée sur la justice sociale, le logement, les transports publics et la participation citoyenne.

Fils de l'universitaire ougando-indien Mahmood Mamdani et de la réalisatrice Mira Nair, Zohran Mamdani mêle cosmopolitisme assumé et enracinement local. Il s'est construit politiquement dans les quartiers du Queens, mobilisant les jeunes, les travailleurs précaires, les associations de locataires et

les collectifs climatiques. Sa campagne, centrée sur le slogan « A New York for All », a été portée par une coalition multiraciale et intergénérationnelle, à contre-courant des logiques électorales classiques.

Mais dès le lendemain de son élection, la réaction de la droite ne s'est pas fait attendre. Donald Trump, toujours omniprésent dans le paysage politique américain, a dénoncé l'arrivée de Mamdani à la mairie dans un message incendiaire publié sur sa plateforme Truth Social : « New York vient d'élire un communiste pur et dur. Zohran Mamdani veut désarmer la police, faire fuir les investisseurs et détruire cette grande ville. Catastrophe totale. »

Cette sortie virulente, largement relayée sur les chaînes conservatrices, a donné le ton : l'élection de Mamdani ne sera pas seulement un événement local, mais un nouveau front idéologique dans la guerre culturelle qui traverse les États-Unis. Pour Trump et ses alliés, la victoire de Mamdani illustre « la dérive gauchiste » des grandes villes, tandis que pour une partie grandissante de l'électorat urbain, elle symbolise un renouveau démocratique.

Interrogé sur cette attaque, Mamdani a répondu sans détour lors de sa première conférence de presse : « Je ne suis pas un communiste. Je suis un démocrate socialiste élu démocratiquement par les New-Yorkais, qui veulent une ville plus juste, plus accessible, plus humaine. Si défendre les droits des locataires, investir dans les transports publics et protéger nos enfants du chaos climatique fait de moi une menace pour Donald Trump, alors j'en tire une certaine fierté. »

Loin d'être affaibli par cette polémique, le nouveau maire semble au contraire conforté dans sa posture d'élu populaire en rupture avec les élites traditionnelles. Cette tension nationale ajoute une dimension supplémentaire à son mandat, qui débute dans un climat de forte attente et de polarisation idéologique.
Sur le fond, Mamdani entend transformer New York en s'attaquant aux inégalités structurelles qui minent la ville. Sa priorité : le logement. Avec plus de la moitié des New-Yorkais consacrant une part démesurée de leurs revenus au loyer, il propose un encadrement renforcé, un moratoire sur les expulsions, la réquisition de logements vacants et la création d'un pôle municipal du logement abordable. Il souhaite également réaffecter les immeubles de bureaux vides en logements sociaux, une mesure à la fois pragmatique et politique.

Autre mesure phare : la gratuité progressive du métro et des bus, en commençant par les plus précaires. Pour Mamdani, le droit à la mobilité est une condition de la dignité urbaine. Il promet de financer cette mesure via une taxe sur les grandes transactions immobilières et les revenus supérieurs à un million de dollars. Son équipe planche aussi sur un plan massif de rénovation énergétique, qui vise à moderniser les bâtiments publics tout en créant des emplois verts et syndiqués.

En matière de sécurité, sa position est claire : réorienter les priorités. Plutôt que de renforcer un NYPD déjà surfinancé, il souhaite réduire le budget de la police pour le réaffecter à la prévention, aux services sociaux, et aux équipes d'intervention non armées pour les cas de crise psychologique. Il s'attaque également aux pratiques discriminatoires de surveillance et de contrôle dans les quartiers racisés. Cette vision lui vaut des critiques féroces, mais elle séduit une jeunesse urbaine en quête de modèles alternatifs à la logique punitive.

Sur le plan climatique, Mamdani veut faire de New York une vitrine de la transition juste. Il plaide pour une sortie progressive des énergies fossiles, le développement des infrastructures cyclables, et la protection des populations vulnérables face aux canicules et inondations de plus en plus fréquentes. La ville, dit-il, « ne peut pas continuer à être une vitrine pour les ultra-riches pendant que des familles entières dorment dans des abris ». Il entend gouverner avec cette ligne de fracture en tête.

Mais Mamdani sait que sa légitimité se jouera sur sa capacité à concrétiser rapidement ses promesses. Il prend les rênes d'une ville fracturée, où les tensions sociales sont vives et les ressources limitées. Le système municipal new-yorkais est complexe, souvent fragmenté entre la mairie, l'État de New York et les autorités fédérales. Il devra composer avec une opposition conservatrice virulente et un secteur économique habitué à avoir l'oreille de l'hôtel de ville.

Pour cela, Mamdani mise sur une méthode de gouvernement participatif. Il prévoit d'instaurer des conseils de quartier dotés de pouvoirs décisionnels, d'élargir le recours aux budgets participatifs, et de rendre les processus d'attribution de contrats et de subventions plus transparents. Il affirme que les habitants ne doivent pas seulement voter, mais gouverner — une promesse ambitieuse dans une mégapole de plus de huit millions d'habitants.

Au niveau national, sa victoire est déjà perçue comme un tournant. Pour une partie de la gauche américaine, souvent marginalisée, Mamdani devient un point d'ancrage, un exemple de conquête électorale réussie sur un programme socialiste assumé. Pour la droite, il cristallise au contraire l'image d'une ville hors de contrôle, livrée à une gauche « radicale ». Ce clivage est à la fois une force politique et un piège potentiel, car il alimente la polarisation à laquelle Mamdani dit vouloir échapper.

Malgré les critiques, malgré les caricatures, malgré les obstacles, Zohran Mamdani arrive à l'hôtel de ville porté par une vague d'enthousiasme populaire. Son élection n'est pas seulement celle d'un homme : c'est celle d'un mouvement. Un mouvement qui veut remettre la politique municipale entre les mains de celles et ceux qui vivent, travaillent, luttent à New York chaque jour. Et qui, contre l'avis des puissants, ont décidé que leur ville méritait mieux. ◆

DANS NOS LIBRAIRIES CE MOIS-CI



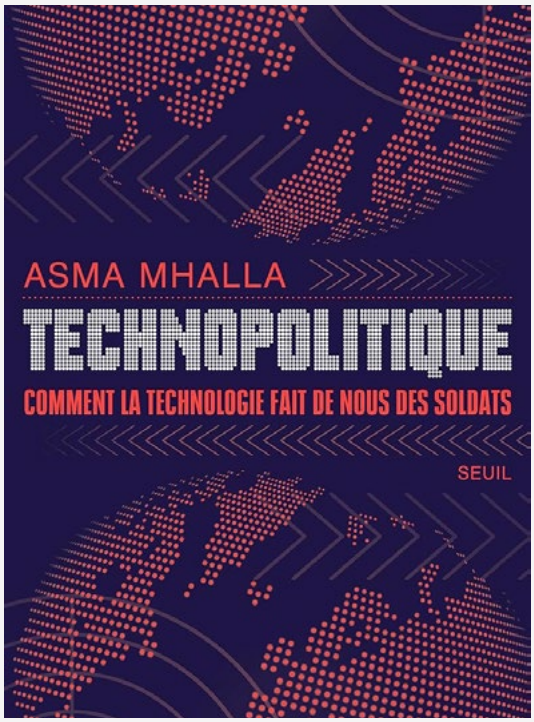
ALLER PLUS LOIN...

FRANCE 5 : Quelle est la menace sur l'État de droit ? Entretien avec Patrice Spinosi

Il y a urgence à renforcer notre État de droit et, avec lui, nos libertés.

Depuis le retour au pouvoir de Donald Trump en janvier 2025, la démocratie américaine vacille. L'État de droit est attaqué. Impensable chez nous ? Bien au contraire. La vague populiste est un phénomène mondial. Hongrie, Pologne, Brésil, Venezuela, Italie... d'autres dérives autoritaires sont à l'œuvre, parfois depuis des années.

Attaques contre des juges, mainmise sur les grands médias, instrumentalisation de la politique pénale, mise au pas des associations de défense des droits de l'homme, développement des outils de surveillance et de contrôle... Les moyens sont variés, mais obéissent au même objectif : casser l'État de droit pour mieux asseoir le pouvoir du leader et de son clan, au prix des libertés fondamentales et de la démocratie. Quelles seraient les conséquences, en France, de l'arrivée au pouvoir d'un parti populiste ? C'est ce qu'explore ce livre en analysant les spécificités de notre système. Nous ne sommes pas plus solides que nos voisins. Il y a urgence à renforcer notre État de droit et, avec lui, nos libertés. ◆



Intelligence artificielle, réseaux sociaux, implants cérébraux, métavers... : le choc technologique sera l'un des enjeux clés du XXIe siècle. Or, les géants américains, les « BigTech », sont à l'avant-garde. Entités hybrides, ils redéfinissent les jeux de pouvoir entre nations, interviennent dans la guerre, tracent les frontières de la souveraineté. Ils ont fabriqué la puissance étatsunienne face à la Chine. Ils sont aussi des agents perturbateurs de la démocratie, animés par un désir de puissance hors limites. Asma Mhalla ose une thèse forte et perturbante : les technologies de l'hypervitesse, civiles et militaires, font de chacun de nous des soldats. Nos cerveaux sont devenus l'ultime champ de bataille, où se jouent le nouvel ordre mondial et la démocratie.

Politologue spécialiste des enjeux géopolitiques de la Tech et de l'IA, Asma Mhalla conseille gouvernements et institutions dans leur politique publique technologique. ◆



- Et si les écoliers français n'étudiaient que le matin ?

- Le cambriolage du Louvre : faut-il y voir une faille dans la protection du patrimoine artistique français ?

- Travail et droits sociaux : du nouveau ?

- Une loi de Finances placée sous le signe de la justice fiscale ?

Céline CHARLES

ET SI LES ÉCOLIERS FRANÇAIS N'ÉTUDIAIENT QUE LE MATIN ?

Au début des vacances de la Toussaint, la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant, réunie depuis juin 2025 autour de 130 citoyens tirés au sort, a mis au cœur de ses réflexions une proposition visant à réorganiser la journée des enfants du primaire au collège : concentrer les activités scolaires uniquement le matin. Cette proposition prévoit que les matinées soient dédiées aux enseignements fondamentaux — lecture, écriture, mathématiques, langues — tandis que les après-midis seraient libérés des cours "classiques" pour laisser place à des activités pratiques, artistiques, sportives ou à des temps libres.

Améliorer le bien-être des élèves

Cette réforme toucherait principalement les enfants âgés de 6 à 15 ans, soit ceux des écoles élémentaires et des collèges. Elle s'inscrirait dans une semaine de cinq jours, en rétablissant un calendrier lundi-vendredi sans demi-journées ou mercredis chargés comme actuellement. La demande vise un déploiement national, avec une adaptation des horaires scolaires, mais aussi une harmonisation des temps périscolaires et extrascolaires.

Sur le plan économique, cette réforme induirait des coûts importants. En effet, l'organisation des après-midis libérées nécessiterait un renforcement massif des moyens dans le périscolaire : encadrement des enfants, infrastructures adaptées, offres d'activités culturelles et sportives accessibles à tous. La Convention insiste sur la nécessité d'un financement pérenne de la part de l'État et des collectivités territoriales pour éviter que ce nouveau modèle creuse les inégalités territoriales et sociales. Par ailleurs, des adaptations devront être envisagées pour les familles dont les deux parents travaillent le matin comme l'après-midi, impliquant potentiellement des solutions de télétravail ou des dispositifs de garde spécifiques.

Cette proposition s'inscrit dans un contexte de longue réflexion sur les rythmes et les temps de vie des enfants. L'objectif est double : améliorer les conditions d'apprentissage et préserver la santé et le bien-être des jeunes générations. De nombreux constats ont nourri ce débat : perte de concentration et fatigue en fin de journée, horaires scolaires souvent mal adaptés aux rythmes biologiques de l'enfant, surcharge des journées avec peu de véritable temps libre, ainsi que l'impact négatif des trajets et temps contraints sur la vie familiale. Emmanuel Macron déclaré au Parisien : « *Il me paraît nécessaire de faire en sorte que l'organisation des journées de nos élèves soit plus favorable à leur développement et aux apprentissages, qu'un équilibre soit trouvé aussi pour faciliter la vie des familles* ».

Plus largement, la Convention s'attèle à la question des inégalités sociales et territoriales qui affectent l'accès aux activités périscolaires et extrascolaires. Selon des analyses récentes, 40 % des communes rurales et des quartiers défavorisés rencontrent des difficultés à offrir un périscolaire structuré et diversifié. De plus, les familles les plus modestes ont un accès limité aux activités culturelles et sportives, en raison des coûts, du manque d'infrastructures, ou des temps de déplacement. L'aide financière de la Caisse d'allocations familiales plafonne autour de 54 euros par enfant par an, ce qui reste insuffisant pour couvrir les besoins généralisés.

Une idée saugrenue ?

Plusieurs pays européens expérimentent ou ont déjà adopté des rythmes scolaires proches, concentrant des apprentissages le matin et de l'ouverture des après-midis à d'autres formes de développement.

L'Italie peut être prise comme exemple, avec son modèle d'école à demi-journée. Là-bas, dès l'école primaire, les élèves terminent souvent les cours avant midi, les après-midis étant consacrés à des activités extrascolaires, familiales ou à du repos. Ce système repose sur un fort maillage associatif et culturel local qui offre aux enfants des expériences diverses en dehors des salles de classe. Les études italiennes montrent que ce rythme n'altère pas les performances scolaires, bien au contraire : il favorise un meilleur équilibre psychique et une motivation durable.

Toutefois, il faut souligner que ce modèle n'est pas sans limites, comme le souligne ce témoignage de parent d'élève relayé par France info en ce mois d'octobre : "*Je trouve qu'il est un peu difficile pour un enfant d'être attentif dès 8 heures du matin jusqu'à 13 heures 50 et avec peu de récréations. D'un point de vue alimentaire, c'est également un peu embêtant, car ils finissent toujours par manger des sucreries et des snacks.*" Et pour compenser ces journées allégées, le nombre de jours de cours par an est plus élevé en Italie : 200 à 205 jours d'école, contre 144 pour la France.

D'autres pays nordiques, notamment la Finlande, dont le système éducatif est très performant, privilégient également des matinées dédiées aux enseignements fondamentaux avec des pauses régulières et des après-midis plus libres, dédiés à la socialisation ou aux activités sportives et culturelles.

Par ailleurs, les recherches en neurosciences et en chronobiologie soutiennent cette logique. Le cerveau des

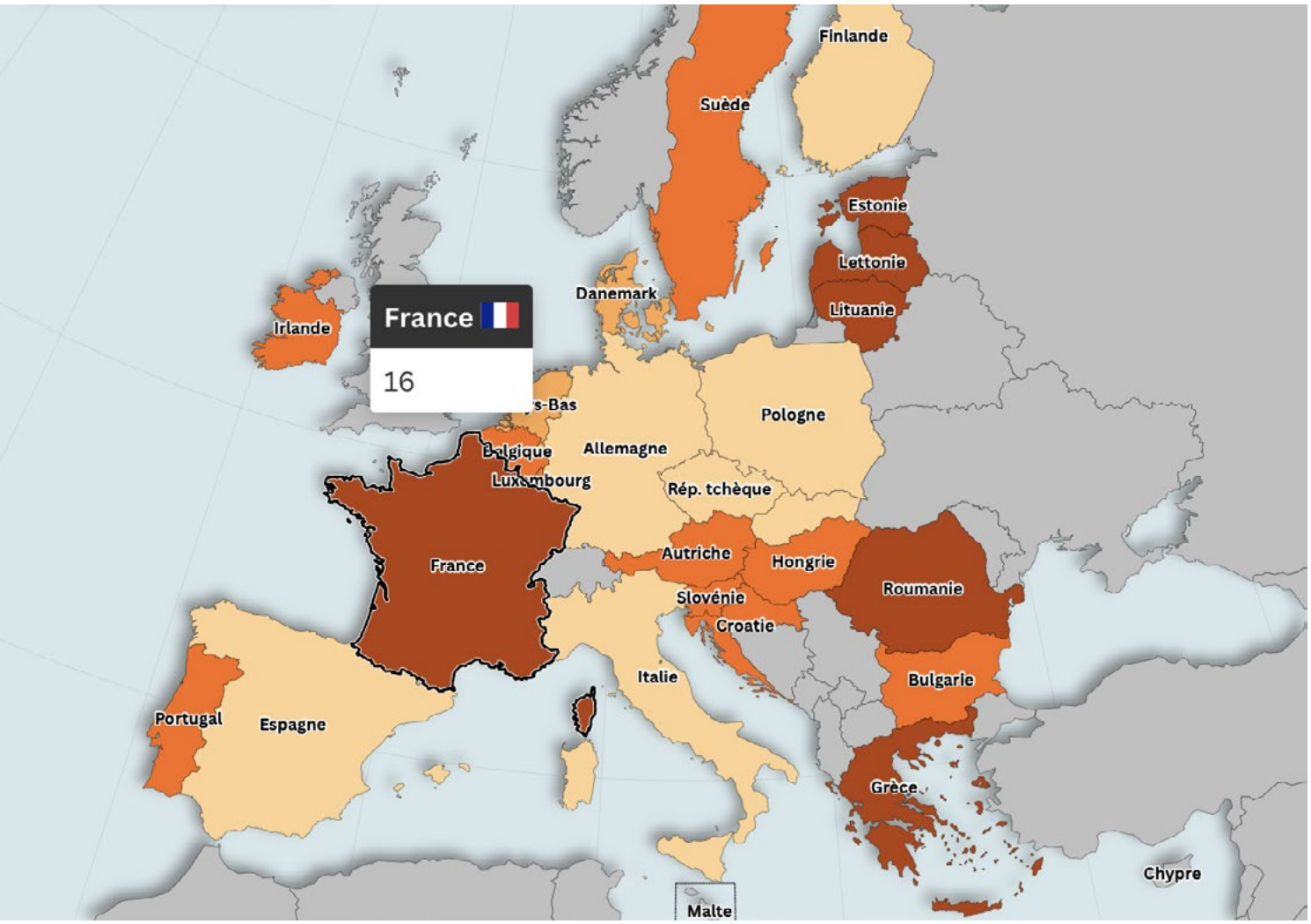
enfants est plus performant le matin, notamment en termes d'attention et de mémoire. L'après-midi, la baisse naturelle de vigilance justifie des activités plus ludiques, moins scolaires, qui favorisent l'apprentissage par la créativité et l'expérience. Des études montrent également que la réduction du stress lié à une charge trop lourde est bénéfique pour le développement cognitif global.

Aussi, la proposition de la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant de ne travailler que le matin s'appuie-t-elle sur un faisceau convergent de données empiriques et scientifiques et s'inscrit dans une volonté plus large de réconcilier éducation, bien-être et équité sociale, tout en intégrant les enjeux écologiques. ◆

Durée des vacances scolaires dans l'Union européenne en nombre de semaines (2025)

ALLER PLUS LOIN…

TOUTE L'EUROPE : Carte interractive *la durée des vacances scolaires en Europe*



LE CAMBRIOLAGE DU LOUVRE : FAUT-IL Y VOIR UNE FAILLE DANS LA PROTECTION DU PATRIMOINE ARTISTIQUE FRANÇAIS ?

Un vol spectaculaire pas très professionnel ?

Le 19 octobre 2025, le musée du Louvre, l'un des plus grands musées du monde et symbole majeur du patrimoine artistique français, a été la cible d'un spectaculaire cambriolage. Un commando de quatre individus a dérobé plusieurs bijoux précieux.

Il s'agit de huit bijoux d'une valeur estimée à 88 millions d'euros. Ces objets appartiennent à la parure de souverains français, notamment des colliers de saphirs ayant appartenu à la reine Marie-Amélie et à la reine Hortense. Ces bijoux sont sertis de milliers de diamants, dont certains dépassent 500 euros le carat. La couronne de l'impératrice Eugénie, abandonnée et retrouvée endommagée lors de la fuite des voleurs, fait aussi partie des pièces emblématiques de cette collection.

Immédiatement mobilisés, les enquêteurs ont interpellé sept suspects, dont quatre ont été mis en examen et placés en détention provisoire. Les deux derniers mis en examen sont une femme de 38 ans et un homme de 37 ans, accusés association de malfaiteurs et vols en bande organisée. L'homme a été reconnu grâce à des traces ADN sur la nacelle utilisée pour pénétrer dans le musée.

Ces suspects ont chacun un casier judiciaire, notamment pour des faits de vol, sans pour autant appartenir à la criminalité organisée hautement structurée. En effet, l'un d'entre eux, connu sous le surnom de "Doudou Cross Bitume", est une personnalité reconnue dans le milieu du motocross et des réseaux sociaux pour ses vidéos anciennes, mais aussi pour un parcours judiciaire marqué par plusieurs condamnations pour vol et braquage. Il est sous contrôle judiciaire pour une affaire de vol aggravé datant de 2019. En revanche, il n'est pas connu comme appartenant à un réseau de professionnels dans le trafic d'art ce qui accentue d'autant plus les mises en cause relatives à la protection du musée.

Un événement révélateur de failles certaines

Bien que cela ait surpris, des rapports d'expertise avaient déjà alerté sur de graves vulnérabilités des systèmes de sécurité informatique du musée. En décembre 2014, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) avait publié un rapport montrant que le réseau de sûreté reliant contrôle d'accès, alarmes et vidéosurveillance présentait des failles majeures. Des mots de passe très faibles, comme « LOUVRE » ou « THALES », permettaient un accès aisé à certains serveurs sensibles. Ces faiblesses informatiques pouvaient être exploitées à distance par des personnes mal intentionnées, ce qui expose le musée à des risques de dégradations et de vols importants. Par ailleurs, certains systèmes fonctionnaient sur des logiciels obsolètes, comme Windows 2000, renforçant la fragilité des dispositifs de sécurité. Peu après le cambriolage, la Cour des comptes a révélé qu' en cinq ans, seules 138 caméras supplémentaires ont été installées dans le Louvre tandis qu'à peine plus d'un tiers des salles disposent d'au moins une caméra. En attendant les conclusions de l'enquête administrative demandée par Rachida Dati, des sénateurs de la Commission de la culture se sont rendus sur place et ont pu observer certains manquements : "*J'en ressors effarée. J'étais sidérée de voir qu'il y avait autant de retard pris quant à la surveillance de ce lieu. J'avais l'impression d'être au siècle dernier*", déplore Monique de Marco, sénatrice écologiste de Gironde, et vice-présidente de cette commission. Un plan de sécurité renforcée appelé "schéma directeur de sûreté" avait pourtant été décidé en 2021. Le 6 novembre, une enquête de la Cour des comptes réalisée avant le braquage confirme ces manquements du musée. Selon l'institution, il y a un « sous-investissement dans les travaux d'entretien et de mise aux normes qui ne peut perdurer ». Elle précise qu'entre 2018 et 2024, le musée a privilégié les opérations « visibles et attractives», telles que l'acquisition d'œuvres (105,4 m€) et les aménagements muséographiques (63,5 m€), au détriment de l'entretien et de la rénovation.

Le vol intervient après d'autres vols comme celui commis au Musée d'histoire Naturelle. Une ressortissante chinoise a volé près de 6 kilos d'or ; le préjudice a été évalué à 1,5 million d'euros. Parmi les pièces volées, il y avait notamment une pépite d'or de plus de 5 kilos originaire d'Australie, découverte en 1990.

Aussi, cela pose légitimement la question d'une faille dans la protection du patrimoine artistique français. Une remise en cause soulignée par le syndicat de police Alliance.

Ce vol, facilité alors par toutes ces failles, représente une atteinte majeure au soft power français, cette capacité d'influence d'un pays non par la force militaire mais par l'attraction culturelle, les valeurs et l'image qu'il véhicule à l'international. En dérobant des œuvres d'art emblématiques, les auteurs portent atteinte à la réputation culturelle de la France, qui est un pilier essentiel de son rayonnement mondial. De nombreux grands journaux n'ont d'ailleurs pas manqué de relever l'événement comme l'attestent les unes ci-dessous. Pour autant, nombreux sont les commentateurs qui soulignent que le risque est inhérent à toute exposition.



The New York Times

MONDAY, OCTOBER 20, 2025

G.O.P. Forced To Confront Health Care

Democrats Press Tricky Issue via Shutdown

ISRAEL HITS GAZA, ACCUSING HAMAS OF DEFYING TRUCE

A HALT IN AID FOR NOW

Despite Wave of Strikes, Both Sides Say Deal Is Still in Place

In 7 Minutes, Louvre's Gems Vanish in Heist

Epstein's Angry Emails to Wall Street Billionaire

Fiery Friendship With a Patron Pressured to Pay Millions

They Were Jets and Titans. Now They're Nurses.

Mayor Who Keeps Head Down So as Not to Rile Up President



CORRIERE DELLA SERA

DEL LUNEDÌ

La Juve cade a Como
Leao ribalta la Fiorentina e il Milan vola in testa

Il concerto di Milano
Lady Gaga, show tra tende e lacrime

SUN68

Il Pd di lotta
LA SINISTRA CHE VARCA IL RUBICONE

Israele accusa Hamas, raid su Rafah. Stop temporaneo agli aiuti. Poi in serata torna il cessate il fuoco
Gaza, tregua appesa a un filo

Trump avvisa Zelensky: accetta le condizioni di Putin o distruggerà l'Ucraina

«Disarmo lento e difficile Il ruolo dei Paesi arabi»

Parigi Caccia ai ladri, bottino di valore inestimabile
Furto al Louvre, choc in Francia: rubati i gioielli dei Napoleone

Fisco e pensioni: ecco la Manovra

Lo Stato costa e frena la crescita Tre proposte per cambiare

Il clima di crisi sul Green deal

Follia ultrà nel basket L'assalto
Rieti, sassi sul bus dei tifosi del Pistoia Ucciso un autista

Gru e fuga in moto: tutto in sette minuti

Il tesoro del re Sole La corona, i diamanti

ULTIMO BANCO
Senso e consenso

120.000 COPIE
3 edizioni in un mese

BIOTON
ENERGIA NATURALE
Nuove bustine orosolubili

EL PAÍS
EL PERIÓDICO GLOBAL

Ajedrez El invento de Magnus Carlsen para hacer frente a las computadoras —P38

La paz en Gaza se tambalea por las rupturas del alto el fuego

● Israel anuncia la reanudación de la tregua con Hamás tras un día de bombardeos en la Franja ● Las dos partes se acusan de haber roto el pacto que pone fin a las hostilidades

El Gobierno propone ahora congelar cuotas a los autónomos que menos gane

La fundación a la que Vox desvió 11 millones entra por primera vez en pérdidas

Una escalera de mudanzas y una radial para el robo del siglo en el Louvre

Cuatro ladrones accedieron ayer al Museo del Louvre, en París, utilizando una escalera de mudanzas y robaron varias joyas de la colección de Napoleón tras romper con una radial las vitrinas en las que se encontraban. El golpe duró siete minutos. El museo cerró todo el día a la espera de avances en la investigación. El Gobierno dijo que el valor de lo robado es incalculable. —P40 & 42

CRISIS EN LA COMPLUTENSE
La universidad más grande ya no puede ni pagar las nóminas

Trump acusa a Petro de ser "un líder del narcotráfico"

crescenta
Invierte como imaginas

Três Graças': Novela de Aguinaldo Silva com Alana Cabral, Sophie Charlotte e Dira
...es, que estreia hoje, aborda maternidade solo com humor e melodrama

O GLOBO 100

ROUBO CINEMATOGRÁFICO
LADRÕES INVADEM MUSEU DO LOUVRE E LEVAM JOIAS HISTÓRICAS

ESCALADA DAS TENSÕES
Ataques de Israel deixam cessar-fogo em risco

Exército israelense lança dezenas de bombardeios e deixa 4 mortos em Gaza, mas depois diz que trégua foi retomada

Crise nos Correios veio após alta de 21% nos gastos e queda nas receitas

Centrão se distancia

"Ni bastions, ni coffres-forts" ?

Ce cambriolage du Louvre met en lumière un phénomène plus global qui concerne l'ensemble des musées. Une note du service de renseignement et d'analyse sur la criminalité organisée du ministère de l'Intérieur (Sirasco) a mis en garde contre "l'accélération de la menace criminelle sur les musées". Une vingtaine de vols sont recensés chaque année dans les 1 200 musées de France. Cette tendance se serait accélérée selon les autorités interrogées.

Les modes opératoires ont également changé. Les voleurs recrutent désormais des "petites mains" sur les réseaux sociaux par le biais de messageries cryptées. Et enfin, aujourd'hui, les œuvres sont autant visées "pour leur valeur intrinsèque" que pour "leur matière première", notamment les métaux précieux comme l'or, comme le montre la caricature ci-dessous.

Dans une tribune au *Monde*, les dirigeants de 57 musées internationaux ont pris la parole pour soutenir la directrice du Louvre, Laurence des Cars. Ils soutiennent que « Ces risques pèsent sur chacune de nos institutions. Ils pèsent sur chaque œuvre dès lors qu'elle est exposée ». Et d'ajouter : « *Nos institutions ne sont pas épargnées par la brutalité du monde. Elles font aujourd'hui face à des actes de plus en plus violents* ».



Cet écosystème complexe, couplé à des contraintes budgétaires de plus en plus lourdes, rend alors difficile la garantie absolue de la sûreté du patrimoine. ◆

TRAVAIL ET DROITS SOCIAUX : DU NOUVEAU ?

Suspension de la réforme des retraites : un coup d'arrêt temporaire aux changements controversés

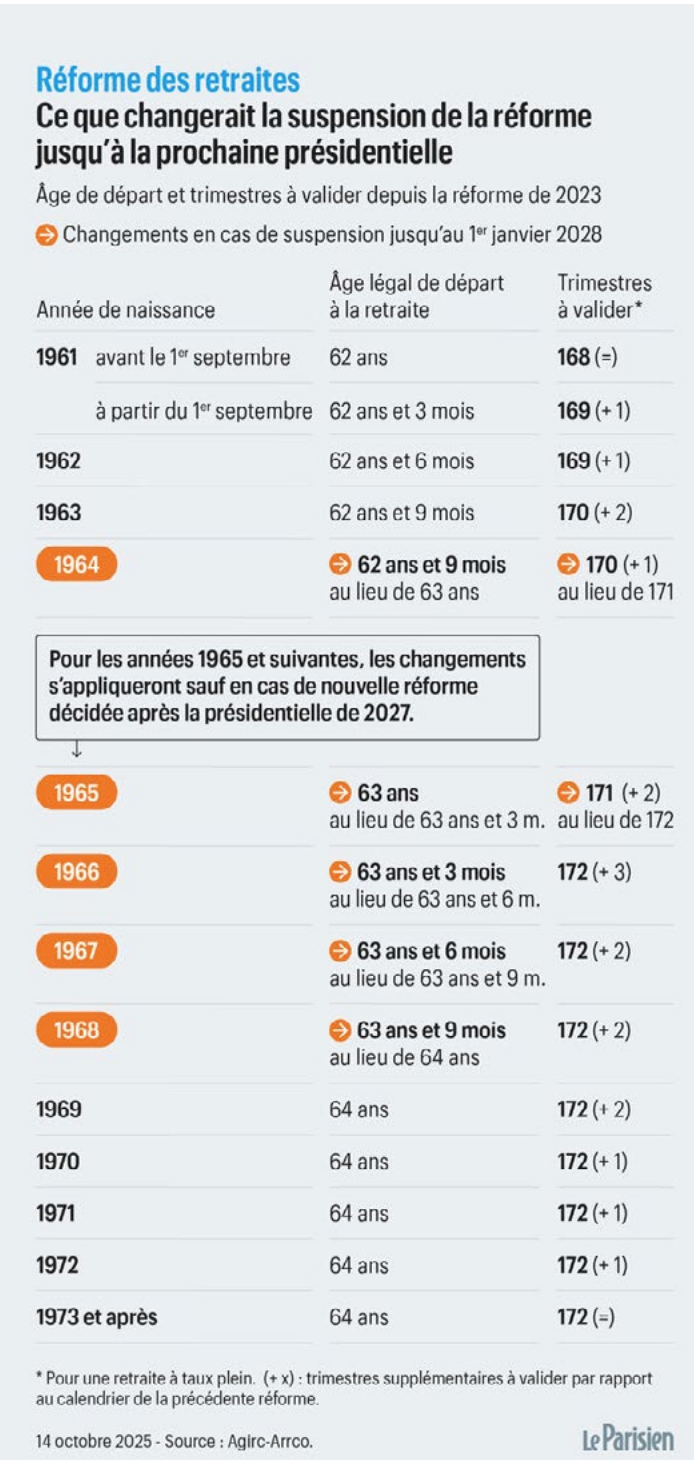
Le 14 octobre 2025, lors de son discours de politique générale, le Premier ministre Sébastien Lecornu a annoncé la suspension de la réforme des retraites initiée en 2023, jusqu'à l'élection présidentielle de 2027. Cette décision signifie l'arrêt des mesures visant à relever l'âge légal de départ à la retraite qui auraient dû s'appliquer progressivement, le maintien de l'âge légal à 62 ans et 9 mois ainsi que le nombre de trimestres obligatoires fixé à 170 - rappelons que ce dernier point correspond à la quantité requise de trimestres pour obtenir une retraite à taux plein, c'est-à-dire sans décote (réduction) du montant de la pension.

Enjeux sociaux et politiques s'entrecroisent dans cette décision qui doit être discutée prochainement pour adopter définitivement le projet de loi de finances de 2026.

Sur le plan politique, la suspension de la réforme permet au gouvernement de Sébastien Lecornu d'éviter une censure parlementaire, suite au rejet du projet initial. Ainsi le climat social est-il en partie apaisé tout en offrant un délai jusqu'à la prochaine échéance électorale présidentielle en 2027.

Les enjeux sociaux de la suspension de la réforme des retraites répondent à une forte demande citoyenne et politique. Depuis 2023, la France a connu plusieurs grandes manifestations contre cette réforme, regroupant plusieurs millions de personnes, avec des pics d'affluence entre 1,2 et 3,5 millions selon les estimations syndicales. Ces mobilisations ont été soutenues notamment par l'intersyndicale nationale réunissant la CGT, FO, Solidaires, la

FSU, ainsi que par des syndicats étudiants comme l'UNEF. Elles ont rassemblé majoritairement la gauche syndicale et politique, tandis que certains partis, notamment à droite ou dans l'extrême droite, ont progressivement pris des positions divergentes. Ces mouvements sociaux ont montré une forte opposition populaire à l'augmentation de l'âge légal de départ à la retraite et à la durée d'assurance portée à 170 trimestres.



Réforme des retraites

Ce que changerait la suspension de la réforme jusqu'à la prochaine présidentielle

Âge de départ et trimestres à valider depuis la réforme de 2023

Changements en cas de suspension jusqu'au 1er janvier 2028

Année de naissance		Âge légal de départ à la retraite	Trimestres à valider*
1961	avant le 1er septembre	62 ans	168 (=)
	à partir du 1er septembre	62 ans et 3 mois	169 (+ 1)
1962		62 ans et 6 mois	169 (+ 1)
1963		62 ans et 9 mois	170 (+ 2)
1964		62 ans et 9 mois au lieu de 63 ans	170 (+ 1) au lieu de 171

Pour les années 1965 et suivantes, les changements s'appliqueront sauf en cas de nouvelle réforme décidée après la présidentielle de 2027.

1965	63 ans au lieu de 63 ans et 3 m.	171 (+ 2) au lieu de 172
1966	63 ans et 3 mois au lieu de 63 ans et 6 m.	172 (+ 3)
1967	63 ans et 6 mois au lieu de 63 ans et 9 m.	172 (+ 2)
1968	63 ans et 9 mois au lieu de 64 ans	172 (+ 2)
1969	64 ans	172 (+ 2)
1970	64 ans	172 (+ 1)
1971	64 ans	172 (+ 1)
1972	64 ans	172 (+ 1)
1973 et après	64 ans	172 (=)

* Pour une retraite à taux plein. (+ x) : trimestres supplémentaires à valider par rapport au calendrier de la précédente réforme.

14 octobre 2025 - Source : Agirc-Arrco.

Le Parisien

Pour certains, cette suspension est une aubaine et ils se satisfont des propositions gouvernementales. Citée par Le Parisien, Sylvie (vendeuse, 63 ans) précise : « *Cela se traduirait par un trimestre de moins à travailler. Ce n'est pas énorme, mais c'est toujours bon à prendre.* » Ou bien encore Thierry (Ingénieur informaticien, 61 ans) : « *Avec le gel de la réforme, je pourrai presque gagner un an et demi* ».

Si certains se réjouissent des mesures temporaires sur l'âge de départ à la retraite, la question de la qualité des conditions de travail reste cruciale. C'est dans ce contexte que la France a franchi un pas décisif en adoptant une convention de l'OIT, visant à renforcer la santé et la sécurité au travail.

L'adoption d'une convention cruciale pour la santé et la sécurité des travailleurs

Parallèlement, la France a franchi une étape importante en ratifiant la convention n° 155 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la sécurité et la santé des travailleurs, autorisée par la loi du 22 octobre 2025. Ce texte, adopté le 15 octobre 2025 à l'Assemblée nationale, permet à l'État français de s'engager pleinement à garantir un environnement de travail plus sûr et sain pour tous les salariés.

La convention originale, adoptée en 1981 et en vigueur depuis 1983, met l'accent sur la prévention des accidents et maladies professionnelles, la formation continue en matière de santé au travail, et la responsabilité partagée entre employeurs et salariés.

Avec cette ratification, la France s'aligne sur les standards internationaux, renforçant la protection juridique des travailleurs dans tous les secteurs d'activité. La ratification garantit des mesures plus robustes pour réduire les accidents du travail et les maladies professionnelles. Concrètement, cela passe par le renforcement des responsabilités des employeurs qui ont l'obligation d'assurer un environnement de travail sûr et sain en mettant en place des mesures de prévention efficaces contre les accidents et maladies professionnelles. Cela inclut l'obligation d'évaluer les risques, d'informer, de former les salariés, et de consulter régulièrement les représentants des travailleurs pour adapter les mesures de sécurité. Les employeurs doivent aussi instituer un système de contrôle interne pour vérifier l'application des normes de santé et sécurité, avec des sanctions prévues en cas de non-respect. Cette responsabilité s'étend à tous les secteurs, y compris la fonction publique.

On peut aussi souligner le fait que la formation des salariés à la prévention des risques s'en trouve renforcée, avec des sessions obligatoires destinées à sensibiliser sur les risques chimiques, ergonomiques, psychosociaux, et autres, favorisant une culture de prévention plus ancrée dans les pratiques quotidiennes.

Rappelons qu'une convention internationale ne peut pas

s'appliquer sans intervention du Parlement. En effet, en droit français, une convention internationale comme celle de l'OIT n'a pas d'effet direct dans l'ordre juridique interne tant qu'elle n'a pas été ratifiée par l'État. La ratification, autorisée par une loi, est nécessaire, car elle engage formellement la France sur le plan international et interne. Le règlement ou traité international doit être compatible avec la Constitution et les lois nationales, et l'adoption d'une loi permet au Parlement de vérifier cette compatibilité, d'autoriser formellement l'État à s'engager, et d'adapter, si besoin, le droit interne pour assurer l'application effective de la convention. Cette loi permet ainsi de mettre en œuvre un texte international de premier plan.

Par ailleurs, la santé au travail est un sujet qui, pendant très longtemps, a été mis de côté pour diverses raisons. L'article "*La santé au travail, un dossier de l'ombre*" de Rémy Ponge, publié récemment sur le site de la DARES (mai 2025) insiste sur le rôle des organisations syndicales françaises, particulièrement la CFDT et la CGT, dans la mise à l'agenda et la politisation des questions de santé au travail, notamment dans les années 1980-1990. Il montre que, même si la santé au travail a rarement été une priorité revendicative majeure des syndicats, elle n'a jamais été totalement oubliée. Cette thématique a souvent été gérée en coulisses, par des militants techniques au sein des directions confédérales, qui travaillent en arrière-plan sans faire beaucoup de vagues, alors que les directions politiques se concentraient sur d'autres enjeux plus visibles comme l'emploi et les salaires. La santé au travail est alors devenue un sujet d'expertise technique et de négociation paritaire, relégué souvent au second plan dans l'espace public et les débats politiques.

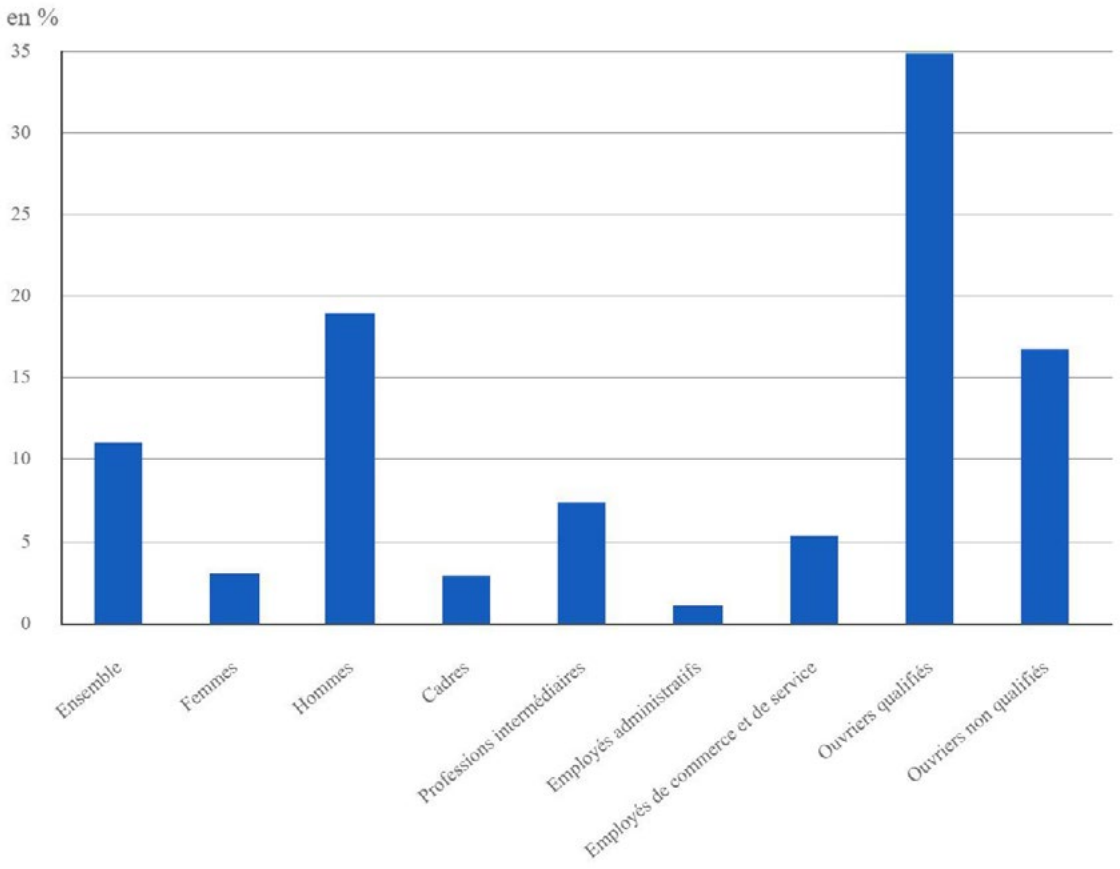
Pourtant, les risques et les inégalités associées à ces risques sont bien présents comme l'atteste le graphique ci-dessous qui montrait qu'en 2017, 11,0 % des salariés étaient exposés à au moins un produit chimique cancérogène sur leur lieu de travail.

Cette convention a été ratifiée à ce jour par environ 80 pays. Parmi les pays qui ont ratifié cette convention figurent notamment plusieurs États, mais certains pays importants comme la France, l'Allemagne et l'Italie ne l'avaient pas encore ratifiée jusqu'à récemment.

Pour autant, certains commentateurs précisent que la France dispose déjà de normes similaires à celles contenues dans la convention et que cette adoption serait avant tout un symbole.

Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a notamment annoncé que « *la France portera cet engagement à l'occasion du Sommet social mondial et lors de la Présidence française du G7 en 2026* ». ◆

Exposition à au moins une substance cancérogène selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe en 2017



UNE LOI DE FINANCES PLACÉE SOUS LE SIGNE DE LA JUSTICE FISCALE ?

L'exode fiscal et à la spéculation financière au cœur de la Loi de finances 2026

En octobre 2025, la France a renforcé sa politique fiscale pour lutter contre deux défis majeurs : l'exode fiscal des hauts patrimoines et la spéculation financière sur les marchés.
Au cœur des mesures, on peut souligner le retour de l'Exit Tax. Elle consiste à taxer un contribuable qui déciderait de transférer son domicile fiscal hors de France. Il est alors taxé sur la valeur des actions qu'il possède : concrètement, il paie un impôt sur la plus-value qu'il réaliserait s'il vendait ses actions, c'est à dire de plus-value latente, qui n'existent pas encore, qui sont potentielles. Au bout de quinze années, le contribuable est remboursé s'il prouve qu'il détient toujours les actions qui avaient été taxées.
L'Exit Tax a été instaurée en France en 2011, sous le gouvernement de Nicolas Sarkozy. Depuis 2018, elle a été amoindrie : sa durée de conservation des titres pour bénéficier d'un sursis est passée de 15 ans à 2 ou 5 ans dans certains cas, rendant la taxe plus flexible.

L'INSEE estime à environ 8000 le nombre de foyers aisés ayant quitté la France chaque année ces dernières années, affectant directement les rentrées fiscales et les capacités d'investissement en France.

Lors des discussions en commission des Finances, c'est la gauche qui avait réussi à faire adopter le rétablissement de l'Exit Tax à travers quatre amendements identiques venant de ses membres. Cependant, lors du vote en séance plénière le lundi 3 novembre 2025, les députés du RN et de l'UDR, plus nombreux, ont donné la priorité à leur propre amendement, qui a été adopté avant même de considérer les propositions présentées par la gauche. Un amendement, modifié par la suite par un membre du parti Les Démocrates prévoyait par exemple un délai de détention plus court : 8 années auraient été nécessaires avant le remboursement de l'impôt.

Simultanément, la taxe sur les transactions financières (TTF), instaurée originellement en 2012, a vu son taux porté à 0,4 % sur les achats d'actions de grandes sociétés françaises (capitalisation supérieure à 1 milliard d'euros) contre 0,3 % précédemment. Cette taxe cible la spéculation financière - entendu comme un mécanisme visant à tirer avantage des variations de prix à la hausse à court terme - susceptible de déstabiliser l'économie réelle, tout en permettant de générer des recettes fiscales supplémentaires. En 2024, la TTF avait rapporté environ 2 milliards d'euros à l'État, et la hausse devrait accroître ce montant.

Antoine Armand, ministre de l'Économie, a rappelé lors des débats à l'Assemblée : « *La fiscalité juste et durable est le socle de notre modèle social, nécessaire pour garantir l'avenir de nos concitoyens.* » Cette dynamique s'accompagne d'une poursuite de la lutte contre l'évasion fiscale et la fraude, avec un allongement des délais de contrôle pour mieux détecter les montages transfrontaliers complexes. Jean Pisani-Ferry, économiste reconnu, avertit cependant qu'« *une fiscalité trop brutale pourrait affecter l'attractivité économique tout en fragilisant la cohésion sociale* ».

Et la taxation des hauts revenus ?

La taxation des très hauts revenus est au cœur des débats politiques depuis plusieurs mois. Octobre 2025 a vu l'échec de la taxe Zucman, un projet emblématique visant à créer un impôt plancher à 2 % sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros, porté par l'économiste Thomas Piketty.

Ce dernier a longtemps plaidé pour une fiscalité plus progressive, notamment en soulignant que les fortunes extrêmes ont toujours été un problème dans l'histoire, et qu'il est nécessaire de taxer ces riches pour financer les dépenses publiques et réduire les inégalités sociales.

Malgré un très fort soutien populaire — 78 % des Français y étaient favorables selon un sondage IFOP — la taxe a été rejetée à l'Assemblée nationale lors d'une journée de débats houleux le 31 octobre.

Plusieurs raisons expliquent ce rejet : crainte de fuite des capitaux, opposition d'une majorité présidentielle préoccupée par l'attractivité économique, et tensions entre gauche radicale et socialistes sur le périmètre et le taux de la taxe. Le Parti socialiste, devant l'impossibilité d'adoption, a proposé une version allégée dite « taxe Mercier », ciblant les patrimoines supérieurs à 10 millions d'euros à un taux de 3 %, mais sans succès.

Pour autant, d'autres mesures, soucieuses de justice sociale, ont été adoptées ou prorogées.

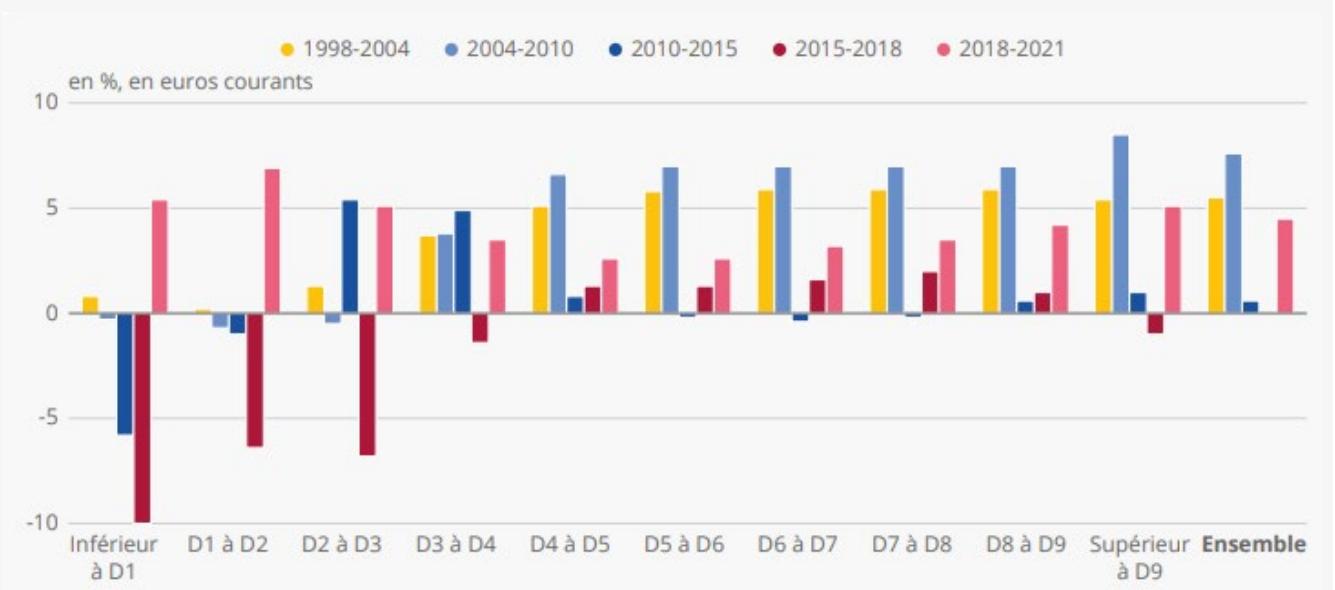
En effet, une nouvelle mesure issue du projet de loi de finances a été adoptée : la création d'une taxe sur le patrimoine immobilier improductif, qui étend l'assiette de l'ancien ISF à des biens non productifs comme les yachts, objets précieux, œuvres d'art, cryptoactifs, avec un seuil abaissé à 1,3 million d'euros et un

taux de 1 %. Ce dispositif marque un retour implicite à une idée ancienne, celle d'imposer la richesse improductive pour encourager un usage plus dynamique du patrimoine.

Enfin, la Contribution Différentielle sur les Hauts Revenus (CDHR), instaurée en 2025, a été reconduite. Elle instaure un taux d'imposition minimum de 20 % sur les revenus des foyers fiscaux gagnant plus de 500 000 euros annuels (couples). En 2024, cette contribution a permis de collecter 1,2 milliard d'euros supplémentaires. Alors que la flat tax à 12,8 % sur les revenus du capital continuait de permettre de faibles impositions effectives, la CDHR corrige ces inégalités fiscales structurelles.
Les chiffres de l'INSEE rappellent le poids des inégalités liées au patrimoine : 10 % des foyers détiennent près de 50 % du patrimoine national, un déséquilibre flagrant, qui ne cesse d'augmenter, qui nourrit les tensions sociales.

L'évolution entre 1998 et 2021 n'a pas été la même pour tous : en euros constants, le patrimoine brut moyen des 10 % les moins bien dotés a baissé de 54 %, alors que celui des 10 % les mieux dotés a augmenté de 94 %. ◆

Évolution annuelle moyenne du patrimoine brut hors reste moyen entre 1998 et 2021, par dixième de patrimoine



Note : Des changements méthodologiques dans les redressements (pondérations) expliquent les écarts avec les chiffres publiés précédemment.

Lecture : Entre 1998 et 2004, le patrimoine brut hors reste (c'est-à-dire hors patrimoine résiduel : véhicules, objets de valeur, etc.) moyen détenu par les 10% des ménages les mieux dotés en patrimoine brut hors reste (supérieur au 9e décile - D9) a augmenté en moyenne de 5,4% par an en euros courants.

Champ : France métropolitaine, ménages vivant en logement ordinaire.

Source : Insee, enquêtes Patrimoine 1997-1998, 2003-2004, 2009-2010, 2014-2015 et enquêtes Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018, 2020-2021.

HORIZON SCIENCES PO

- Olivier Hamant, *Antidote au culte de la performance, la robustesse du vivant*, 2023

- Romain Gary, *Les racines du ciel*, 1956



Alice TRUEL
Tatiana GOLTSBERG

Antidote au culte de la performance, la robustesse du vivant, 2023

Olivier HAMANT



Face au constat que nous traversons crises écologique et sociale, les réponses les plus communes sont une transition vers le développement dit durable ou davantage de sobriété. Le biologiste français Olivier Hamant, spécialiste de la biologie des plantes, étudie également les relations entre l'humanité et les autres vivants. Dans cet ouvrage, il propose de développer une nouvelle approche pour faire face aux crises actuelles : la robustesse. Par la notion de robustesse, il entend l'ensemble des moyens qui permettent de maintenir un système stable malgré les fluctuations. Il oppose cette notion à celle de performance et souligne que se focaliser sur la construction de systèmes robustes implique un changement de paradigme, de manière de penser le monde.

Dès 1972, le rapport du club de Rome coordonné par Dennis Meadows intitulé *Les limites de la croissance* analysait le fait que les systèmes de production actuels n'étaient pas viables et mèneraient à des crises, notamment environnementales. Face à ces constats, les changements mis en œuvre se sont focalisés sur l'optimisation : produire de manière plus performante tout en conservant l'objectif de croissance économique. Olivier Hamant souligne, comme d'autres avant lui, que l'objectif de croissance infinie sur une planète finie n'a aucun sens car elle menace la viabilité de la terre. Cet objectif ne devrait pas se substituer à celui de bien-être et il questionne le fait que la croissance soit encore un moyen de l'atteindre à long terme alors qu'elle mène à des dégradations majeures de notre cadre de vie. L'injonction à la performance pour permettre la croissance économique devrait théoriquement permettre de faire des économies d'énergie et de ressources, dès lors être vertueuse. Or, la réalité est plus complexe et on observe des effets rebonds. S'ils permettent des économies de ressources à court terme, les gains de performance sont souvent rapidement compensés par la prolifération de nouveaux usages des produits qui *in fine* entraînent une augmentation de la consommation. Par exemple, les réfrigérateurs des années 1970 étaient énergivores et sont devenus plus performants mais cela s'est accompagné d'une augmentation des équipements vendus, de leur taille et de ses déclinaisons (congélateurs, cave à vin, appareils connectés...) qui conduisent à une augmentation globale de la consommation de ressources pour cet usage. Cet effet rebond, aussi appelé paradoxe de Jevons, du nom de l'économiste l'ayant théorisé, montre qu'une technologie économe peut amener à une augmentation de la consommation de ressources. On retrouve ce paradoxe dans certaines technologies dites vertes car elles utilisent de l'électricité plutôt que du pétrole mais mènent à l'extraction de métaux pour construire leurs composants.

En outre, Olivier Hamant note que le culte de la performance peut avoir des conséquences sociales. Les gains de productivité du travail depuis les années 1950 ont pu être mis au service de la diminution quantitative du temps passé au travail mais ils ont aussi intensifié les tâches. En accentuant la pression sur les travailleurs, l'injonction à la performance augmente le risque de burn out, de perte de sens au travail, d'aliénation à des objectifs quantitatifs (facilités par le numérique qui permet de contrôler en direct la performance) et de compétition entre individus. L'injonction à la performance financière peut diminuer la qualité des services publics comme le soin, pouvant mener à des négligences auprès des patients. Le culte de la performance a également des conséquences sur la nature puisque l'humain met l'environnement au service de l'économie, en mettant de côté les services essentiels que les écosystèmes et la biodiversité fournissent (capacité à filtrer l'eau et l'air, protection contre les crues, stockage de l'eau...).

Cependant, le développement humain ne dépend dorénavant plus de notre performance mais des changements globaux de la planète, de processus hors de contrôle des humains, qu'il est possible de limiter mais pas de supprimer (réchauffement, tempêtes, crues, sécheresses...). La réalité est que l'humanité doit faire face à un monde très fluctuant. Il n'est dès lors plus possible d'être parfaitement adapté à tous les aléas : il faut devenir adaptable. Adaptation et adaptabilité sont certes des mots qui se ressemblent mais ils nécessitent des compétences opposées. L'adaptation vise à optimiser les solutions pour atteindre rapidement un objectif prévu tandis que l'adaptabilité

nécessite de ne pas uniquement se focaliser uniquement sur ses points forts mais d'augmenter les marges de manœuvre, de nourrir la diversité des solutions afin de faire face à un monde imprévisible. On ne peut à la fois être adapté et adaptable car l'adaptation nécessite la spécialisation et mène donc à l'abandon de certaines compétences, tandis que l'adaptabilité nécessite la polyvalence, le maintien de compétences inutiles à court terme mais potentiellement utiles à long terme. Un monde stable nécessite de l'adaptation tandis qu'un monde instable nécessite de l'adaptabilité. Il recommande de prendre exemple sur les systèmes vivants, qui ne sont pas efficients et sélectionnés naturellement pour leur performance mais robustes, c'est-à-dire sélectionnés sur leur capacité à être viables à long terme malgré les fluctuations de leur milieu.

Olivier Hamant défend donc l'idée de robustesse, d'adaptabilité comme réponse opérationnelle pour habiter un monde fluctuant. Ainsi, le progrès humain ne devrait pas être tourné vers l'optimisation, utile uniquement dans un monde prévisible, mais vers la sous-performance destinée à favoriser la stabilité. Par exemple, dans le domaine agricole, il s'agirait de développer l'agroécologie, c'est-à-dire l'hétérogénéité des variétés plantées, destinée à rendre la production plus stable (plus résistante aux sécheresses ou pathogène) quitte à perdre en productivité. Dans le domaine des équipements tels que les voitures, il s'agirait de construire des modèles plus légers et réparables et de basculer d'une généralisation de la propriété individuelle vers une propriété collective que l'on peut utiliser selon ses besoins grâce à des véhicules partagés. Autrement dit, la technologie ne devrait pas être tournée vers plus de performance (voitures lourdes, rapides, connectées) mais vers la robustesse, la longévité, de faible consommation énergétique sur l'ensemble de du cycle de vie du produit : c'est ce qu'on appelle les *low techs*. Par exemple, les matériaux utilisés devraient être entièrement biodégradables. Dans une approche par la robustesse, le rapport au travail devrait également être modifié. Il considère que le salaire ne devrait plus être attaché à la qualification ou à la performance mais à la personne et servir de filet de sécurité pour développer des interactions sociales hors emploi au service du bien-être collectif, sans exigence d'efficacité productiviste mais vers la santé des milieux naturels et des liens entre humains mais également avec les non humains. En somme, construire une société robuste aux aléas nécessiterait d'inverser nos manières de fonctionner : ne plus surexploiter les écosystèmes mais les nourrir, passer du tout jetable individuel au tout réparable partagé, favoriser le *low tech* robuste au *high tech* fragile, mettre l'innovation au service de l'adaptabilité et non de la performance, ne plus travailler plus pour gagner plus mais travailler moins pour vivre mieux, ou encore privilégier la coopération à la compétition. ◆

LES RACINES DU CIEL, 1956

Romain GARY

Résumé

Avec ce premier prix Goncourt obtenu en 1956, Romain Gary (1914-1980) signe un texte considéré comme le premier roman écologique. Quelque 70 ans après sa parution, la question du péril écologique est présente dans tous les esprits, et c'est parce qu'aujourd'hui encore, « *on continue à disposer tout aussi facilement des peuples au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », que cette œuvre continue d'offrir une réflexion essentielle sur l'inhumanité persistante qu'il y a à massacrer d'autres espèces au nom de l'évolution humaine.

En Afrique équatoriale française, un homme mystérieux nommé Morel s'attaque à la protection des éléphants armé d'une pétition qui se fait peu à peu connaître. Car au Tchad, pays où se déroule l'histoire, les immenses pachydermes sont menacés de plusieurs manières. La menace première est celle de la population Oulé qui chasse l'éléphant pour sa viande, son ivoire, et pour permettre aux jeunes garçons de devenir des hommes par le biais d'un rituel de confrontation à l'immense animal. La seconde est le fait des chasseurs blancs qui traquent l'éléphant pour le plaisir ; c'est le cas d'Orsini, chasseur compulsif de bêtes sauvages en Afrique. Et puis il y a ce que l'on appelle simplement le progrès : le déboisement ou encore la multiplication des terres cultivées dans le pays qui transforme l'habitat naturel des éléphants. Dans une AEF tiraillée entre traditions séculaires et modernité, le roman explore différents aspects liés à la protection de la faune, ainsi que le lien complexe qui unit les humains aux autres espèces.

La protection des éléphants et ses enjeux

L'essentiel de l'intrigue repose sur la multiplicité des points de vue et des positionnements des personnages face à la cause défendue. Si le protagoniste démarre son combat seul, il est très rapidement rejoint par tout un groupe parmi lesquels on compte un naturaliste danois, un indépendantiste africain et

ancien député français, un trafiquant d'armes, un condamné de droit commun, un aventurier, deux légionnaires et une femme, ancienne hôtesse de l'hôtel où démarre l'histoire.

Tout au long du roman, l'on suit la traque de Morel dont la mythologie se forge progressivement et enfle à mesure que l'histoire progresse.

Si Morel fait figure de puriste poursuivant une œuvre humanitaire dont le seul dessin est de garantir la liberté des éléphants et leur protection, la narration maintient longtemps le suspens de ses intentions réelles - ou plutôt celles qu'on lui prête - à travers le questionnement des différents personnages qui gravitent autour de lui : "*Les uns m'attribuent des vues politiques profondes : je suis paraît-il, un agent du Deuxième Bureau, qui cherche à brouiller les cartes et à dissimuler la révolte qui gronde en Afrique; pour d'autres, je suis un agent communiste et, pour d'autres encore, je suis payé par le Caire pour attiser la flamme nationaliste.*"

Au milieu des personnages qui entourent Morel, la figure de Waitari - l'indépendantiste africain et ancien député français - matérialise la récupération politique de la protection de la nature. À travers lui, on retrouve le phénomène toujours à l'œuvre qui consiste à utiliser la préservation de l'environnement pour servir des intérêts politiques particuliers. Comme le sont souvent les "gourous" politiques, Waitari est entouré d'adeptes, ici trois jeunes hommes, qui lui sont aveuglément dévoués. Leur rencontre avec Morel dévoile les intérêts profonds de l'indépendantiste dont on avait du mal à croire qu'ils puissent être complètement philanthropes : "*... pour lui, les éléphants n'étaient qu'un moyen de propagande de premier ordre, une image de la puissance africaine en marche, que rien, désormais, ne pouvait arrêter. C'était une excellente arme de lutte politique, une occasion de crier la colère des peuples africains contre l'exploitation de leurs richesses naturelles par le capitalisme étranger. Ils n'avaient pas oublié que le colonialisme s'était implanté en Afrique pour exploiter l'ivoire avant de se tourner vers des pillages encore plus lucratifs. Personnellement, les éléphants, ça ne lui faisait ni chaud ni froid. Ils étaient même plutôt un anachronisme, un boulet au pied d'une Afrique moderne, industrialisée et électrifiée, - une survivance de la nuit tribale. Il ne pouvait être question de transformer le continent en réserve écologique.*"

Conscient de la notoriété grandissante de Morel, Waitari se lie à son combat afin d'acquérir une plus grande visibilité via la presse internationale qui érige le premier en véritable emblème de la révolte africaine.

A travers Waitari et son projet pour l'Afrique, c'est aussi le sort des populations locales qui est évoqué. En effet, la population Oulé maintenue dans un état de pénurie, notamment en matière de protéines, chasse l'éléphant pour répondre à des besoins alimentaires. De ce point de vue, sortir les peuples africains de la misère devient une condition nécessaire à la protection des éléphants : "*Il était difficile d'exiger du paysan africain qui n'avait pas sa ration suffisante de viande, qu'il entourât les éléphants du respect nécessaire : et sa misère physiologique rendait cette campagne pour la protection de la nature encore plus urgente.*"

Bien qu'il entre dans la catégorie des opposants à Morel, Orsini le chasseur compulsif est une figure importante de l'histoire tant il matérialise la cruauté humaine. À travers le plaisir qu'il ressent à abattre « *sa ration d'éléphants, de lions et de rhinos* », la narration fait ressortir la faiblesse d'une humanité que la mort terrifie et qui, pour la conjurer, s'attaque à d'autres espèces vivantes : "*Il y avait sans doute de cela, chez Orsini - mais surtout une violente protestation contre la petitesse et l'impuissance de sa condition d'homme - la petitesse de l'individu Orsini. Il lui fallait abattre beaucoup d'éléphants pour compenser ce sentiment d'infériorité.*"

Dans ce récit, la quête de Morel fait écho à l'histoire, au parcours et aux intentions profondes des personnages qui le rejoignent ou le traquent; et la lecture du roman donne un aperçu des enjeux variés et variables qui poussent les humains à s'engager dans une cause naturaliste.

Lien avec le thème du vivant

C'est à travers le personnage de Peer Qvist, le naturaliste danois qui fait partie des fidèles de Morel que la question du lien entre l'humain et le vivant est la plus approfondie. Par le récit de son parcours personnel et des enjeux humanitaires qu'il poursuit, l'on comprend que la préservation de la faune et de la flore est d'abord et surtout une affaire de dignité. Le titre du roman trouve d'ailleurs son explication dans un passage centré sur Peer Qvist : "*Les racines étaient innombrables et infinies dans leur variété et leur beauté et quelques-unes étaient profondément enfoncées dans l'âme humaine - une aspiration incessante et tourmentée orientée en haut et en avant - un besoin infini, une soif, un pressentiment d'ailleurs, une attente illimitée - tout cela qui, réduit à la dimension des mains humaines, devient un besoin de dignité. Liberté, égalité, fraternité, dignité... Il n'y avait pas de racines plus profondes et pourtant, de plus menacées.*" Dans l'esprit de Morel et de Peer Qvist, à travers la disparition progressive des éléphants, c'est l'humanité entière qui est menacée.

Mais pourquoi protéger les éléphants et pas les tigres, les lions, ou les rhinocéros ? La lecture du roman en éclaire la raison et la réponse se trouve notamment dans le passé de Morel que l'on découvre ancien détenu d'Auschwitz, et pour qui la pensée de ces pachydermes immenses, libres, parcourant l'étendue africaine a été salvatrice. Cependant, le récit fait état d'une réflexion redondante que l'on attribue parfois à un personnage et parfois à un autre, celle de l'*anachronisme* des éléphants. Dans un monde capitaliste qui est aussi le monde du progrès, du rendement et de l'innovation technologique, les éléphants dénotent : ils sont trop encombrants, trop destructeurs et peu

adaptés à une Afrique qui a pour ambition d'entrer elle aussi dans la modernité. Dans cette histoire, la question de l'utilité des éléphants aux humains, mais aussi des entraves qu'elle pose, est centrale. De manière plus générale, elle interroge la contradiction qui existe entre le besoin profond de préserver le vivant et la poursuite des intérêts politiques gouvernementaux.

Remarques et lectures connexes

Les racines du ciel est un roman qui s'intègre parfaitement au thème du vivant en ce qu'il offre une approche rhizomatique de la question de la préservation de la nature. Les questionnements sur place de l'humain et de sa supériorité autoproclamée à l'égard des autres espèces sont nombreux. En revanche, ce récit très dense et bavard peut rendre la lecture un peu ardue.

Afin de poursuivre la réflexion amorcée par Romain Gary, deux autres ouvrages sur un thème similaire peuvent faire écho. Il s'agit d'une part de *Soudain dans la forêt profonde*, un conte écologique écrit par Amos Oz en 2005. Dans ce bref ouvrage, l'auteur aborde de manière allégorique le rapport qu'entretient l'humain avec la faune et la flore, mais aussi sa relation à la différence. C'est un récit qui présente plusieurs niveaux de lecture.

Dans un registre mêlant les faits à la fiction, *L'ordre des choses*, de l'anthropologue Bruno Remaury esquisse « *l'évolution de notre rapport aux choses* ». D'un siècle à l'autre, il montre le passage d'une « *vision fluide et ouverte, issue des anciens systèmes qui reliaient l'homme à ce qui l'entourait, bêtes et plantes, astres et dieux, à un ordre séparé et éclairé dans lequel chaque chose occupe une place déterminée* ». ◆




tremplin le mag